Vol 10 # 47 • Du 31 Mai au 6 Juin 2017

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

Ansyen Senatè Turneb Delpe lage sa ! Page 6

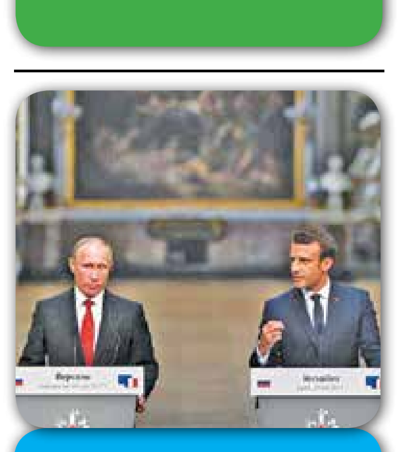
English Page 9



Pour en finir avec ces industries de la honte…! Page 7



«Le bolchevisme» Page 10



Ce que Macron et Poutine se sont dit à Versailles ! Page 17

LA CLASSE OUVRIÈRE RÉSISTE, EXIGE MAIS NÉGOCIE !



Voir page 4

Pour la 3e semaine consécutive, des centaines d'ouvriers de différentes usines à Port-au-Prince, Carrefour et dans le Nord-Est flanqués de leurs organisations syndicales ont manifesté les vendredi 26, lundi 29 et le mardi 30 mai pour continuer à mettre la pression sur les patrons et le gouvernement

MANIFESTATION DES EMPLOYÉS DE L'OAVCT



Voir page 4

L'Office d'assurance véhicule contre tiers (OAVCT), situé à Tabarre est une entreprise d'Etat, un organisme public, d'assurance véhicule



Ces petites revendications peuvent accoucher de grandes guerres !

Par Berthony Dupont

L'inefficacité, la médiocrité, et l'inconscience de la classe dirigeante ont donné au pays l'image d'un corps sans tête. En effet, les dirigeants haïtiens ont battu tous les records d'impopularité et ont tout à fait réussi la triste performance de démoraliser tout un peuple et de démobiliser toute une jeunesse qui ne pense qu'à se procurer un passeport pour fuir le pays comme s'il était en guerre.

Depuis quelques semaines, les nouveaux dirigeants ont descendu une à une toutes les marches d'une politique incohérente, visant à tromper les masses populaires, victimes d'une exploitation éhontée de la part des capitalistes étrangers et nationaux. Cependant, à l'exception de ceux du transport, certains syndicats réussissent tant bien que mal à se tenir debout pour simplement demander l'amélioration des conditions de vie des travailleuses et des travailleurs totalement ignorés par leurs patrons.

Depuis quelques temps des manifestations pleuvent de partout dont celles des professeurs suivies par celles des élèves de lycées revendiquant le paiement des professeurs de sorte qu'ils retournent à leur salle de classe. Alors que certains enseignants et leurs syndicats sont en grève réclamant soit leur salaire, soit leur intégration, le directeur général du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP), M. Meniol Jeune et le directeur du Bureau national des examens d'État (BUNEXE), M. Renan Michel annoncent tout bonnement que les examens d'État et officiels de l'année académique 2016-2017 sont prévus du 3 juillet au 24 août 2017, sans même daigner aborder la question des salaires qui fait la une de l'actualité et que des militants syndicalistes de l'enseignement revendiquent. Les Lycéens ne sont-ils pas aussi des enfants du pays comme les élèves d'autres écoles, particulièrement les institutions privées, qui dans la paix continuent à suivre leur programme sans aucune inquiétude?

Depuis tantôt quinze jours, des travailleurs des usines d'assemblage de la sous-traitance, revendiquent une amélioration de salaires indexée au coût de la vie, sans oublier les revendications des étudiants des différentes universités du pays, réclamant de bonnes conditions et des mesures appropriées sur le plan sanitaire. Nous pouvons ajouter à tout cela la dernière prise de position d'un groupe de 137 Professeurs de l'UEH qui ont signé une pétition contre l'impunité à l'Université d'État d'Haïti.

De telles conditions de vie ne cachent-t-elle pas une certaine complicité ouverte ou tacite contre une classe bien déterminée ? Ce qui nous paraît plus douloureux encore, c'est cette espèce de connivence entre la classe politique et le régime en place dans ce crime de lèse-intérêt des travailleuses et travailleurs.

Ils pensent ainsi les humilier. Inutile d'épiloguer. Il s'agit bien d'une lutte de classe, et ce que nous pouvons déduire de toutes ces constatations, c'est que l'administration de Moise-Lafontant est embarquée sur une mauvaise pente et leur bateau est en passe de heurter le récif du peuple. Nous espérons que ces petites revendications de part et d'autre mises ensemble deviennent catalyseurs d'un grand et formidable mouvement de masses pour cogner aux portes des réactionnaires de cette classe dominante qui ruine le pays au profit des puissances capitalistes, et mettre fin aux règnes des marchands et des bradeurs de pays.

Toutes ces attaques de la part de la classe dirigeante ont l'allure d'une guerre généralisée et intensive qui est la concrétisation d'un plan longtemps peaufiné, lequel n'attendait que le prétexte de la montée des carburants pour attaquer les masses populaires.

Ceux qui ne cessent de dénoncer la violence contre les masses populaires sans souscrire de manière conséquente à l'arrêt de la violence faite aux couches travailleuses font, au mieux, du verbalisme démagogique. Au pire, ils l'encouragent.

Mais on est encore bien loin du compte. Les lettres, déclarations et communiqués de solidarité toutes véhémentes qu'elles soient ne changeront en rien la situation, si aucune prise de position énergique, claire ne s'exprime contre les véritables artisans, les vrais ennemis du peuple. Ceux qui peuvent jouer un rôle important et déterminant ne doivent guère rester en observateurs et spectateurs amorphes, muets, effrayés par les développements de la situation, réticents à démasquer les ambitions individuelles, l'opportunisme et la démagogie des uns et des autres.

Le véritable choix est entre accepter de contribuer à la continuation catastrophique de la politique capitaliste de dépendance et de maintien des intolérables injustices socio-économiques existantes et joindre la ligne combative populaire de la classe ouvrière, de la paysannerie misérable, ces forces vives endurcies par les injustices et qui sont définitivement prêtes à tourner la page dans l'intérêt supérieur du pays de Dessalines, de Cappoix et de Peralte.

À ce jeu, nous devons bien nous convaincre que si ces petites revendications des catégories lésées sont organisationnellement bien constituées, avec à leur tête une direction conséquente, elles peuvent bloquer les manœuvres délétères des responsables de cette misère atroce, de cette pauvreté abjecte, de cette exploitation programmée des masses populaires pour accoucher de grandes guerres et déboucher sur un projet de libération nationale.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Haïti-Prostitution : les offrandes des nuits de Port-au-Prince

Par Lionel Edouard

Elles vivent dans l'ombre. En marge d'une société qui leur a tout refusé. 25, 21, 20 ou 18 ans, elles représentent l'avenir. Un avenir qui s'éteint au fur et à mesure que le temps s'égrène. Apôtres du plaisir, l'obscurité les nourrit. Un peu partout à travers la ville, dans certains boudoirs improvisés, elles sont là. Elles guettent. S'offrent en pâture aux félins avides de conquêtes et de sensations fortes. Leurs histoires sont troublantes. Elles traduisent une triste réalité : la famille agonise et se délite. Le pays change indubitablement et nous échappe.

Darline fait partie de ces filles rencontrées dans une boite à plaisir aux confins de Delmas, où pullulent les « nigth-club ». Son histoire n'est pas une singularité. Pourtant elle accroche encore et suggère des larmes aux âmes sensibles. Âgée de 21 ans, elle travaille là, dans cette obscurité festive où tout se confond, homme, femme. Quasiment nue, son corps est son seul gagne-pain. Il ne doit pas s'abimer. Au premier bâillement du crépuscule, elle revêt son string et ses talons aiguilles. Le soutien-gorge n'est pas un accessoire indispensable. Prête pour une nouvelle aventure. Un nouveau défi, dans un monde sempiternel qui ne fait aucun cadeau aux taciturnes, timides ou autres capricieuses qui ne sachent faire payer le client. Le roi.

Dans cette maison du plaisir où le vacarme devient un fait divers pour les riverains, il n'y a pas de limite. Les silhouettes se croisent et se mélangent. Darline tout comme ses compagnes, fait un peu de tout. Elles sont à la fois hommes et femmes, au gré des circonstances et selon le bon vouloir des clients. L'homosexualité féminine n'est point un tabou ici. Les filles, environ une dizaine s'entendent entre elles. Tout se négocie autour de la bière, et sur les divans défoncés, placés pour offrir plus d'aise aux prédateurs envahis par cette terrible sensation et ce désir immense de laper les gouttes de sueur qui dévalent les seins dressés en objet de plaisir.

C'est l'antre du diable. Et les jeunes s'y retrouvent pour une virée qualifiée d'inoubliable. La petite Darline, un peu longiligne, issue d'une famille malaisée de Miragoâne, tente de tirer son épingle du jeu, pour nourrir sa sœur et sa fillette âgée de quelques mois à peine, fruit d'une relation compliquée. Le père a fui ses responsabilités. Elle raconte que dès qu'elle pénètre sa maison son premier geste est de prendre sa fille dans ses bras. Qu'elle soit endormie ou éveillée. C'est l'objet de ses sacrifices.



Elles sont nombreuses ces jeunes filles rencontrées dans une boite à plaisir aux confins de Delmas et à Pétionville où pullulent les « nigth-club »

Le jour, Darline dort. Personne ne sait, dans son quartier, d'où vient l'argent qui achète ses vêtements, qui paie son loyer ou encore l'écolage de sa petite sœur qu'elle veut éviter de connaitre les mêmes déboires. Sa mère restée à la campagne ne sait non plus comment elle gagne sa vie. Ce serait selon elle, un déshonneur trop grand à porter pour sa famille. « Ma mère en mourait de honte si elle l'apprenait ».

10 heures ! La soirée prend de la profondeur. Le décor change. C'est le temps d'un « streap tease » bien pimenté. En ces lieux obscurs, où tous se mélangent, tous se ressemblent, il existe quand bien même, une classification. C'est le capital qui agit, n'est-ce pas ? Une loge VIP est aménagée pour les plus nantis. Le service se négocie dans la salle même, alors qu'on bénéficie de certains préalables infiniment existants pour une mise en marche rapide. Pour cette entrée, c'est 250 gourdes, deux bières y sont accordées en guise de bienvenue, et la fille en prime. Un bon paquet. Elle gagne 25 gourdes sur chaque bière alors qu'elle vous chevauche la nuit durant.

Son salaire dépend de l'appétit du client et surtout de sa capacité à le mettre sur son piédestal. On se comprend ? Si elle arrive à lui faire pénétrer le VIP Hall, son cachet augmente. Le client pour cette virée express paie 1000 gourdes, desquelles elle obtient une prime de 500 gourdes. Son habileté déterminera le reste. Dans cet espace plongé dans une obscurité attirante, mais encore plus épaisse règne un silence tumultueux, régulièrement troublé par les gémissements et les orgasmes répulsifs des clients. Le sexe est pourtant interdit par le propriétaire, sous peine de renvoyer la contrevenante à cette règle. Car, ce serait un obstacle majeur à l'avenir de l'entreprise qui, au fil des ans, s'est dotée de quelques chambres, pour ne pas répéter le mot hôtel, comme exprimé par notre informatrice.

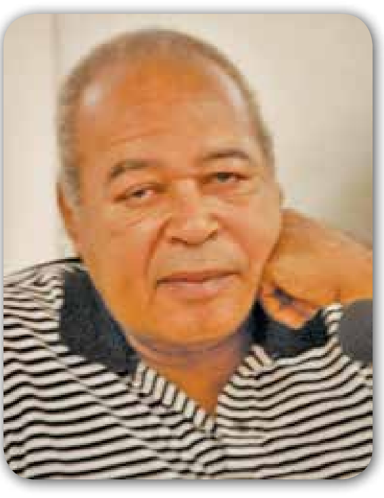
La surveillance est assez soutenue. À n'importe quel moment, la porte du VIP hall peut s'ouvrir. Un agent de sécurité ou un nouveau client avide de plaisir peut y pénétrer troublant ainsi les ivresses de jouissance qui coulent et se mélangent au cours de ces services bon marché. Le/la client-e a le choix, entre une séance « cunilinguistique » surchauffée ou des attouchements consistants. C'est selon.

Mais, le plus important pour les animatrices de ces soirées, c'est la « virée » dans les chambres. 1750 gourdes. Ce qui leur permet de réussir la soirée et de pourvoir à leur besoin. De cette somme, elles tirent une récompense de 1000 gourdes, quelle que soit la durée de l'acte. Nul ne doute qu'elles s'emploient à convaincre les aventuriers. Comme par hasard, les plus jeunes sont les plus sollicitées.

Elles sont nombreuses à faire escale ou à prendre quartier définitivement dans ces boites. Les causes sont multiples qui ont redessiné ces destins. La plupart du temps, il s'agit d'un simple incident, d'une grossesse prématurée ou de la mort d'un parent. Le cauchemar. L'instinct de survie comme guide dans une société en panne d'alternative pour une jeunesse de plus en plus dépouillée de compétence et délaissée, représente un frein indépassable à la construction de l'avenir. Haïti change et nous échappe. La jeunesse agonise et vieillit prématurément. Ses habitudes aussi changent. C'est la nouvelle réalité. Tout déni serait un préjudice irréparable à cette catégorie et sonnerait le glas de la relance du pays.

Tiré du site de HPN 23 MAI 2017

Quand les avocats gnbistes Me Reynold Georges et Me Gervais Charles se rejoignent !



Par Givenson Lindor



Me Gervais Charles et Me Reynold Georges deux anciens avocats du groupe 184 de André Apaid se donnent la main pour briser l'avenir de trois mille jeunes étudiants-es haïtiens de l'Académie Nationale Diplomatique et Consulaire (ANDC).

Me Reynold Georges et Me Gervais Charles : pour l'expulsion des trois milliers d'étudiants-es haïtiens de l'Académie Nationale Diplomatique et Consulaire (ANDC)

Au cours d'une audience tenue le 29 mai 2017 à la Chambre des Référés au Palais de Justice de Port-au-Prince, les avocats Reynold Georges et Gervais Charles ont nié l'existence de l'Académie (ANDC) logée pourtant au no 25 de l'Avenue N à Port-au-Prince, depuis plus d'une vingtaine d'années.

Le 13 avril 2017, des milliers d'étudiants de l'ANDC ont été victimes d'un déguerpissement arbitraire résultant des man?uvres perfides de ces deux avocats. « Nous n'avions pas déguerpi une Université, mais le sieur Myrtho Bonhomme » a prétexté malhonnêtement Me Gervais Charles à la Chambre des Référés. Son associé, Me Reynold Georges, est du même avis, indiquant, en outre: « Kesyon pwosedi jidisyè pa enterese m, se zafè lajan m vin regle la a, kote ki gen kob la, se la m ye ».

Chassez le naturel, il revient au galop…Me Gervais Charles et Me Reynold Georges ne sont pas à leur coup d'essai. Leur association ne date pas d'aujourd'hui. Ils étaient bien partenaires dans les combines qui ont abouti à l'élection illégale de Me Gervais Charles comme bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de Port-au-Prince en 2009. Des membres du Barreau avaient émis de fortes critiques à son endroit. Ainsi, Me Serge Henry Vieux avait opiné en ces termes : « Selon les règlements internes du barreau, un bâtonnier ne saurait briguer trois mandats de façon consécutive ».

Il importe de rappeler que la présidence de l'instance électorale au sein du Barreau, était assurée par Me Reynold Georges. A l'élection de Me Gervais Charles pour ce troisième mandat illégal de bâtonnier, Me Ephésien Joassaint avait exprimé son désaccord à la décision du conseil électoral présidé par Me Reynold Georges d'accepter la candidature de Me Gervais Charles. Il avait réagi en ces termes « Je le dis et je le répète, Me Gervais n'a pas la qualité de se présenter aux élections pour un troisième mandat. C'est écrit dans les règlements internes du barreau. (Ref. Le Nouvelliste, 9/10/09).

Me Dilia Lemaire avait même adressé une lettre ouverte au nouveau bâtonnier élu en dehors des règlements du Barreau. « Comment donc pouvons-nous sérieusement aider à changer le pays, et sans être vraiment utile à la société, si nous-mêmes en tant qu'hommes de loi, nous ne nous soucions pas de prêcher l'exemple en offrant une image positive de nous-mêmes à la collectivité ? (Ref : Le Nouvelliste, 22/9/11).

Chassez le naturel, il revient au galop. En 2017, Me Gervais Charles et Me Reynold Georges se donnent la main pour briser l'avenir de trois mille jeunes étudiants-es haïtiens de l'Académie Nationale Diplomatique et Consulaire (ANDC).

Arriveront-ils à réaliser leur dessein néfaste ? Pour répéter Albert Einstein : « Le monde est dangereux à vivre ! Non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire ». La société haïtienne dans toutes ses composantes saines, ne doit pas laisser faire ces deux avocats combinards et naufrageurs. Haïti a-t-elle besoin d'hommes de loi qui détournent la jeunesse du chemin du savoir ou plutôt de ceux qui l'accompagnent ?

Qu'en pensent les membres du Barreau de Port-au-Prince ? Le Ministère de l'Education Nationale ? Le Rectorat de l'Université d'Etat d'Haïti ? Les étudiants-es d'autres universités ? Les secteurs religieux ? Les organismes de droits humains ?

Comme l'a si bien souligné Me Rigaud Duplan, avocat de l'ANDC, à la Chambre des Référés : « C'est seulement en Haïti que Me Reynold Georges et Me Gervais Charles peuvent commettre une chose pareille, à savoir déguerpir une Université ! C'est inacceptable ».

Givenson Lindor, comptable-informaticien Givensonlindor21@gmail.com / Le 29/05/017

AVIS

Par ces motifs, le tribunal, sur les conclusions conformes du Ministère Public, représenté à la barre par Me Aldrin JOASSAINT Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, maintient le défaut requis et déjà octroyé à l'audience du jeudi neuf février deux mille dix-sept contre la dame Marie Kettly Rosembert pour faute de comparaitre; pour le profit accueille favorablement l'action en divorce introduite par le citoyen Maeste Merus, pour être juste et fondée et en conséquence prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les sus dits époux pour les causes sus énoncées et aux torts de l'épouse défaillante; en outre renvoie le requérant par devant l'officier de l'état civil de Saint Louis du Sud pour la rédaction de l'acte du divorce et la transcription du dispositif de cette décision sur les registres destinés à cet effet; compense les dépens en raison de la qualité des parties; commet l'huissier Patrick Henry de ce siège pour la signification de cette décision.
Ainsi jugé et prononcé par nous Louis Fils Joseph Juge, en présence de Me Joseph Denis Gérard S/Commissaire du Gouvernement de ce ressort en audience publique, et en ses attributions civiles ordinaires et de divorce et avec l'assistance du citoyen Jean Claude Novembre, Greffier du siège, ce jour vingt trois février deux mille dix-sept, An 214ème de l'indépendance.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre ce présent jugement en exécution; aux officiers du Ministère public près le tribunal de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et autres officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier sus dits avec trois mots rayés nuls.

Me Louis Fils Joseph Mgt, juge
Jean Claude Novembre, Greffier

AVIS

Par ces motifs, le tribunal, sur les conclusions conformes du Ministère Public, représenté à la barre par Me Géraldine Lalanne Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, maintient le défaut requis et déjà octroyé à l'audience du jeudi quatre mai deux mille dix-sept contre la dame Danise Chérisemé pour faute de comparaitre; pour le profit accueille favorablement l'action en divorce introduite par le sieur Jean Oblain Mathurin, pour être juste et fondée et en conséquence prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les sus dits époux pour les causes sus énoncées et aux torts de l'épouse défaillante; en outre renvoie le requérant par devant l'officier de l'état civil de Saint Louis du Sud pour la rédaction de l'acte du divorce et la transcription du dispositif de cette décision sur les registres destinés à cet effet; compense les dépens en raison de la qualité des parties; commet l'huissier Fritz Bernard de ce siège pour la signification de cette décision.
Ainsi jugé et prononcé par nous Louis Fils Joseph Juge, en présence de Me Joseph Denis Gérard S/Commissaire du Gouvernement de ce ressort en audience publique, et en ses attributions civiles ordinaires et de divorce et avec l'assistance du citoyen Jean Claude Novembre, Greffier du siège, de ce jour jeudi onze mai deux mille dix-sept, An 214ème de l'indépendance.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre ce présent jugement en exécution; aux officiers du Ministère public près le tribunal de première instance d'y tenir la main; à tous commandants et autres officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier sus dits avec un mot rayé nul.

Me Louis Fils Joseph Mgt, juge
Jean Claude Novembre, Greffier

La classe ouvrière résiste, exige mais négocie !



Des ouvriers et ouvrières manifestant dans les rues de Port-au Prince



Les travailleurs continueront à occuper les rues le mercredi 31 mai et le jeudi 1er juin 2017 si aucune solution n'est trouvée…



Des représentants de la Centrale Nationale des Ouvriers Haïtiens (CNOHA) appelle aux ouvriers à continuer d'observer l'arrêt de travail entamé en signe solidarité à ce mouvement visant à contraindre le Conseil Supérieur du Salaire (CSS) à procéder à l'ajustement exigé.

Par Thomas Peralte

Alors que le secteur patronal fait le dos rond sur les revendications des travailleurs des usines de sous-traitance au sujet de l'augmentation du salaire minimum journalier à 800.00 gourdes comme le demandent les ouvriers qui actuellement reçoivent pour une journée de travail la pitance de 300.00 gourdes, la classe ouvrière résiste, exige mais négocie.

Ainsi pour la 3e semaine consécutive, des centaines d'ouvriers de différentes usines à Port-au-Prince, Carrefour et dans le Nord-Est flanqués de leurs organisations syndicales en l'occurrence la Coordination nationale des ouvriers haïtiens (Cnoha), la Platfòm sendikal izin tekstil (Plasit) et le Groupement de syndicats des travailleurs pour la réimportation des assemblages (Grosttra) n'ont pas arrêté de revendiquer depuis le vendredi 19 mai, et ont manifesté les vendredi 26, lundi 29 et le mardi 30 mai pour continuer à mettre la pression sur les patrons et le gouvernement.

Le lundi 29 mai, la manif avait débuté devant le parc industriel Sonapi pour se terminer jusqu'en face du ministère des Affaires sociales et du travail où les manifestants exigent que le ministre réponde à l'invitation du Sénat haïtien particulièrement celle, insistante, de la Commission des affaires sociales qui a à sa tête le sénateur de l'Ouest, Antonio Cheramy. Le sénateur a dans une conférence de presse annoncé que le ministre se présentera le mercredi 31 mai 2017, en prenant soin de souligner que « le ministre Bellevue ne trouvera pas un autre prétexte, pour bouder la rencontre avec la commission ». « Notre rôle c'est de permettre que les différents groupes sociaux ouvriers et patrons soient satisfaits. L'État ne peut pas continuer à piétiner les revendications des ouvriers, en protégeant les patrons » ajouta t-il.

Cependant, pour contrecarrer la mobilisation ouvrière, le Ministère des affaires sociales et du travail (Mast), que dirige le ministre Roosevelt Bellevue aurait donné l'ordre à la Pnh de réprimer les manifestants. Des actes de représailles des patrons ont été amplement dénoncés par le coordonnateur de la centrale des travailleurs haïtiens Dominique St. Eloi qui n'a pas manqué de souligner que « plusieurs dirigeants de syndicats ont été révoqués » dans leur entreprise. Près de 50 travailleurs ont été révoqués pour avoir participé à cette mobilisation.

Selon, le porte-parole de la Platfòm sendikal izin tekstil (Plasit), Télémaque Pierre « Notre mot d'ordre c'était de regagner l'espace des usines, bras croisés, sans travailler », mais il semblerait que certains ouvriers ont repris leur boulot alors que la mobilisation et les revendications restent en vigueur. Bien que le nombre commence à se réduire, les travailleurs continueront à occuper les rues le mercredi 31 mai et le jeudi 1er juin 2017 si aucune solution n'est trouvée, ont fait savoir les protestateurs. Mais, il est certain que même une augmentation de 800 gourdes n'améliorera pas la situation des travailleurs voire le peuple en général. L'augmentation ne sera qu'un calmant, elle ne changera rien puisque la vie chère ne fait jamais marche arrière, elle ne fait qu'augmenter davantage.

Il est déjà bruit d'une proposition de salaire minimum à 350 ou 400 gourdes. Les ouvriers ne doivent en aucune circonstance accepter une telle mystification vue la cherté de la vie. Pourtant Georges Sassine, président de l'Association des Industrie d'Haïti (ADIH), affirme catégorique « qu›une augmentation de 100% ou plus serait totalement inacceptable pour les patrons ». Son collègue André Apaid, réactionnaire authentique, patenté, dirigeant de l'organisation anti-nationale, anti-peuple et pro-impérialiste dénommée « Groupe 184 » va dans le même sens en se montrant même plus agressif.

Selon les déclarations du syndicaliste Jean Bonald Fatal, Apaid l'a menacé « qu'il n'y aura pas d'augmentation cette année. Si *nou gen grenn, n ap wè si n ap ka monte salè minimòm nan* ». Même son de cloche de la part de l'Administration Moise-Lafontant quand le titulaire du Ministère des Affaires sociales Roosevelt Bellevue nous a dit (raconte Fatal) « qu'il ne doit pas y avoir d'augmentation cette année, car on veut créer 300 000 emplois. Sinon, il faut ajouter seulement 10 gourdes ». Proposition du ministre allant dans le même sens de l'autre membre du groupe 184, Clifford Apaid qui lui-même exalte : « Il faut certes améliorer les conditions de vie des travailleurs, mais il faut penser aussi aux chômeurs. Les travailleurs sont minoritaires. Nous voulons qu'ils soient majoritaires. Pour y arriver, il faut donner du travail aux chômeurs ». Aujourd'hui, hélas pour une fois, les bourgeois patripoches pensent aux chômeurs, mais dans la seule perspective de ne pas augmenter le salaire de misère et de honte.

Le Forum Economique du Secteur Privé exprime son inquiétude suite aux manifestations et exprime que « Le Secteur textile qui représente, plus de 80 % des exportations haïtiennes et assure plus de 40 mille emplois directs, est très sensible aux variations de coûts des facteurs de production. La survie des entreprises de ce secteur et le maintien des emplois qu›elles créent sont incompatibles avec la violence et passent par un dialogue social constructif aboutissant notamment à la fixation de salaires raisonnables et à l›aménagement de conditions de travail équitables »

Tous les politiciens se disent supporteurs des revendications des ouvriers ; mais ils prennent la précaution de souhaiter que le gouvernement assume ses responsabilités en ouvrant des négociations autour de la question du salaire minimum. Alors que la classe politique demande des négociations entre les ouvriers et le patronat pour éviter que la situation ne dégénère. Une position qui rejoint celle du président Jovenel Moise qui au salon diplomatique de l'aéroport international n'a proposé pour toute solution que le « *dialogue* » afin de trouver une solution à la crise sur le salaire minimum. *Nous sommes un peuple nous devons œuvrer ensembles pour résoudre dans la concertation le problème* » a-t-il souligné. En appelant qu'au Conseil Supérieur des Salaires



Lévy Milot Félix, président de la Fédération nationale des Travailleurs de la Santé (Fenatras)

(CSS) de prendre la décision qui convient à fixer le salaire minimum. Ce conseil de 9 membres composé de 3 membres du gouvernement, 3 du patronat et 3 des syndicalistes, est un conseil inactif puisque trois démissions ont été enregistrées au sein du cette entité. Le syndicaliste et avocat, Me Jean Bonald Golinsky Fatal, vient dans une lettre datée du lundi 29 mai 2017 d'adresser sa démission au ministre des Affaires sociales.

Le Secrétaire général de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH) et Représentant du secteur syndical au sein du Conseil Supérieur des Salaires (CSS) Fignolé St-Cyr, a pour sa part indiqué que les négociations pour une sortie de crise entre le patronat et les syndicats pour une augmentation du salaire minimum de 300 à 800 Gourdes pour une journée de travail sont au « point mort ». Il profite de cette occasion pour annoncer entre autre que son organisation envisage de « porter plainte » contre le gouvernement à l'Organisation internationale du travail (Oit) pour violation de la liberté syndicale des ouvrières et ouvriers des entreprises de sous-traitance.

Ce ne sont pas les négociations qui vont résoudre quelque chose, vu que même quand les syndicats des professeurs ont négocié, pourtant et jusqu'à présent rien n'est résolu alors qu'on est déjà à la fin de l'année scolaire. Beaucoup de lycées restent sans aucun professeur puisque le gouvernement n'a pas respecté ses promesses. Par ailleurs, la Fédération nationale des Travailleurs de la Santé menace d'observer, à partir du 12 juin prochain, un arrêt de travail au niveau des hôpitaux publics du pays a annoncé Lévy Milot Félix, président de la Fenatras du fait que les autorités de l'État ne respectent pas leurs promesses.

Par ces négociations que la classe politique réclame, elle entend par là : que le calme revienne et que le peuple continue à accepter de vivre dans la crasse et dans la saleté.

Manifestation des employés de l'OAVCT



Manifestation des employés de l'Office d'assurance véhicule contre tiers (OAVCT)



Elie Blaise

Par Isabelle L. Papillon

L'ancien député de Carrefour, Elie Blaise, continue de passer de mauvais moments à l'Office d'assurance véhicule contre tiers (OAVCT), situé à Tabarre. C'est une entreprise d'Etat, un organisme public, d'assurance véhicule. Sa mission est de protéger et de sécuriser les usagers de la voie publique (piétons, véhicules) et tous ceux exposés aux aléas potentiels posés par barrières, maisons, pylônes électriques, en exigeant une couverture d'assurance à tous les véhicules à moteur circulant sur tout le territoire national.

Le nouveau directeur général Elie Blaise qui n'a que 3 mois à ladite institution est cependant contesté par ses employés qui ont observé un arrêt de travail le lundi 22 Mai 2017. Il a tout bonnement été accusé de gabegie administrative et de mauvaise gestion.

Ainsi le lundi 29 mai les employés ont non seulement effectué un arrêt de travail ; mais ils ont bloqué le Boulevard du 15 octobre, la principale voie menant à l'institution pour exiger la révocation immédiate de M. Blaise. Pourtant, ce dernier semble avoir voulu coller les deux bouts, quand dans un communiqué portant sa signature, il : « demande à tous les employés de regagner leur poste de travail dans le plus bref délai ». Il indique à « tous les Directeurs et responsables de service de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de faire fonctionner leurs Directions et services respectifs pour pouvoir continuer à servir la clientèle de l'OAVCT ». Quelle mâle ''assurance '' !

L'une des raisons qui ont paniqué les employés de cette boite, c'est la rumeur qui circule à l'effet qu'on veuille la privatiser. Et de plus on le critique du fait qu'en moins de deux mois, il a embauché plus de 425 nouveaux employés, une façon de rendre la pareille aux parlementaires qui l'avaient imposé à ce poste. Quelle pagaille !

AVIS

Par ces motifs; le tribunal après examen et après en avoir délibéré au vœu de la loi, le Ministère Public entendu dans ses conclusions écrites en la forme et au fond, favorable à l'action du requérant, accueille l'action intentée en divorce par le sieur Rodrigue Gouin contre son épouse née Délourde MELISNA, en la forme maintient le défaut octroyé contre le défenderesse à l'audience du premier (01) Juin deux mille quinze (2015) à deux (02) heures de l'après midi; ce pour n'avoir pas été rabattu aux termes de l'article 287 du code de procédure civile Luc D. HECTOR. Admet le divorce du sieur Rodrigue Gouin la femme née Délourde MELISNA pour INJURES GRAVES ET PUBLIQUES ce, au voeu de l'article 217 du Code Civil Haïtien. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux tout en ordonnant à l'Officier de l'Etat-civil de Fonds des Nègres de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de Dommages-Intérêts envers les tiers et de rédiger l'acte de Divorce des époux précités ; Commettre l'huissier Morale JEAN PIERRE de ce siège pour la signification du présent jugement aux fins de droit tout en compensant les dépens en raison de la qualité des parties.

Donné de nous, Me Chérimond SAINT JULIEN, Juge du Tribunal de Première instance de Miragoâne en audience publique et en ses attributions civiles de divorce du quinze (15) Juin deux mille quinze (2015), An 212ème de l'indépendance, en présence de Me Mesner ELISME, Av. Subs. Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du greffier Emmanuel DESIR du siège.

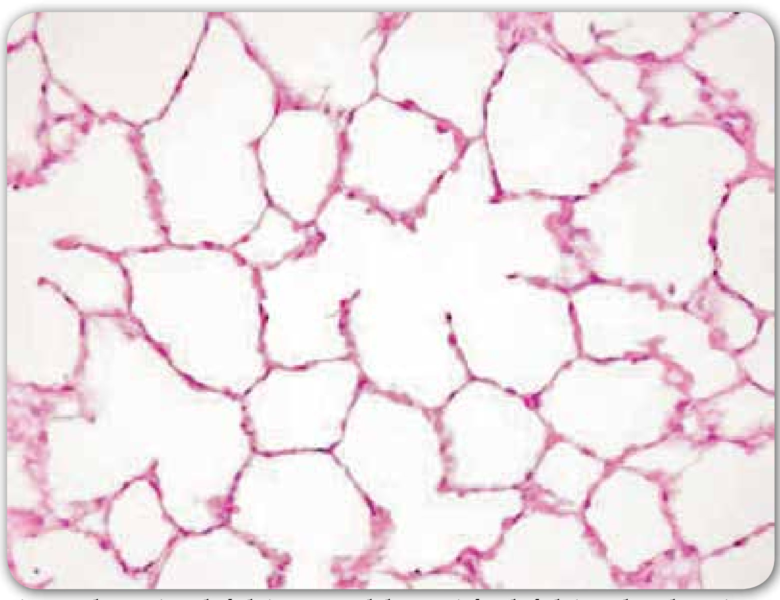
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main; aux commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier sus dits.

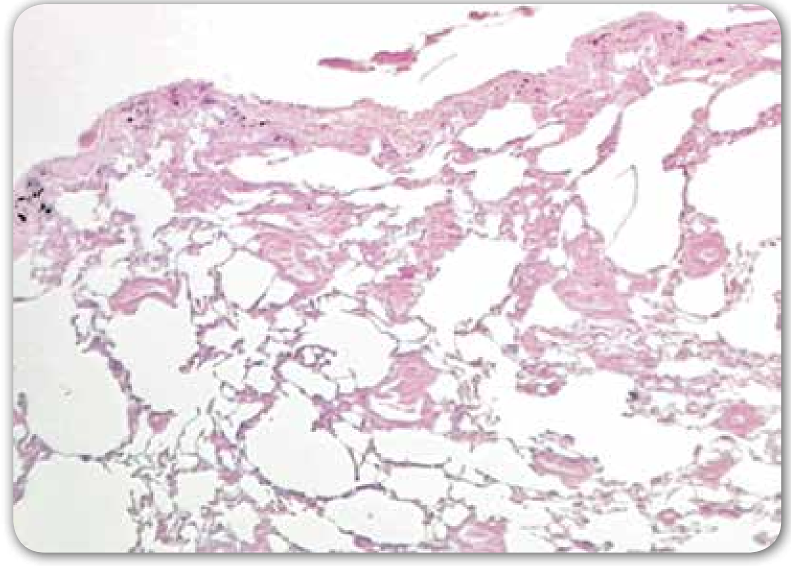
Pour expédition conforme collationnée :
Emmanuel Désir, greffier
Me Mesner ELISME, Av.
Subs. Commissaire du Gouvt.

En marge des résultats d'autopsie de René Préval

Par Fanfan la Tulipe



Tissu pulmonaire alvéolaire normal: les cavités alvéolaires dont les minces parois assurent les échanges gazeux forment un réseau régulier. Elles sont de dimension à peu près égale



Tissu alvéolaire de bronchopathie chronique obstructive. Les cavités alvéolaires sont très irrégulières avec des zones d'épaississement de leurs parois.

Le vendredi 3 mars passé, l'ancien président René Préval décédait chez lui, dans sa grande villa nommée Shangri La, sur la route menant à Kenscoff, dans les hauteurs de Pétion-Ville. Il était âgé de 74 ans. Il venait tout juste, quelques minutes auparavant, de raccompagner à sa voiture le député de Pétion-Ville, Jerry Tardieu, avec qui il avait déjeuné. C'est, semble-t-il, un membre du personnel de la maison qui aurait prévenu l'épouse du président en voyage que son mari avait apparemment présenté un malaise. Le président Préval fut conduit, inanimé, dans un centre hospitalier, le DASH Ste-Claire de Laboule, où le personnel médical sur place ne fit que constater son décès.

« Je venais de le laisser en excellente santé, j'étais en route pour rentrer à l'hôtel Oasis quand on m'a annoncé sa mort; je ne pouvais y croire, avant de me rendre à l'évidence », a eu à déclarer le député Tardieu sitôt informé du décès de Préval. Dans un texte paru dans la presse, le député de Pétion-Ville écrivait: «Pendant deux heures, autour des expressos que nous servait à répétition la sympathique Rose, nous allons échanger dans la bonne humeur et la plus parfaite convivialité. **Serein, calme, détendu, l'ex-président Préval pétait la grande forme.** Fidèle à son côté blagueur, de temps à autre, il refilait des calembours trempés d'humour dont lui seul a le secret».

"**Jouissant d'une bonne santé, ne souffrant pas de tension artérielle ni de diabète, ni d'autres maladies chroniques**, remis depuis des années d'un cancer de la prostate soigné à Cuba, Préval, 74 ans, surveillait sa forme et avait passé ces derniers mois une batterie de tests médicaux qui avaient tous conclu sur sa bonne santé, selon sa famille. Fin février, une semaine avant son décès soudain, souffrant de migraine, l'ancien président avait passé un scanner qui n'avait rien révélé" (Le Nouvelliste, 7 mars 2017).

Et sa femme confiait: « Je lui ai parlé ce vendredi matin. Il était en pleine forme et de bonne humeur». Donc, s›il faut prendre en considération les propos du député Tardieu, ceux de Mme Préval et ceux de la famille, il n›y avait absolument **rien pour indiquer l'exacerbation ou une manifestation aiguë, soudaine d'une quelconque pathologie cardiaque ou pulmonaire, antérieure, chronique,** qui eût pu expliquer la mort soudaine de René Préval.

C'est le directeur de l'Institut médico-légal, le Dr Jean Armel Demorcy, qui a procédé à la dissection et à l'inspection des différentes parties du cadavre pour déterminer la cause de la mort, selon Le Nouvelliste s'alimentant à des sources proches de la famille du défunt et qui a appris que: « Tout s'est passé dans les règles de l'art et toutes les précautions ont été prises pour éviter les photos volées ». Selon les premières indications non officielles, Préval n'aurait pas succombé à un accident vasculaire cérébral (AVC). **Rien n'a été dit du cœur et des poumons,** sauf que d'autres investigations y compris des examens toxicologiques dans un laboratoire aux États-Unis étaient en cours avant que l'autopsie, pratiquée le mardi 7 mars, ne permette d'arriver à des conclusions, selon des sources médicales. (Le Nouvelliste, 7 mars 2017).

Il a fallu attendre deux mois et deux semaines pour avoir le résultat final de l'autopsie. Le mercredi 24 mai écoulé, en conférence de presse, le Dr Jean Armel Demorcy, Directeur de l'institut médico-légal, a indiqué que le rapport d'autopsie reçu des États-Unis, précise qu'aucune trace de substance toxique n'avait été détectée dans les analyses, mais que les poumons de l'ancien Chef d'Etat, gros fumeur, étaient *en très mauvais état* et que son décès était dû à une broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO). (Haïti Libre, 25 mai 2017). Il faut sans doute remercier le laboratoire états-unien d'avoir éliminé une cause toxique au décès de Préval

Il nous chiffonne toutefois de savoir que notre Institut médico-légal n'ait pas fait ce diagnostic de BPCO, à Port-au-Prince, une semaine (au maximum), après l'autopsie, pour le déclarer cause du décès, ne serait-ce que sur une base préliminaire. Médecin et pathologiste d'une trentaine d'années d'expérience, nous savons qu'à l'examen histopathologique, au microscope, il eût été facile d'envisager un tel diagnostic. Les deux photos accompagnant ce texte montrent en effet la différence entre du tissu pulmonaire normal et du tissu de broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO). Mais là n'est pas vraiment la question.

En effet, s'il est vrai que le tabagisme – paraît-il que Préval fumait beaucoup – est une cause majeure de BPCO, il n'en reste pas moins vrai que tous les fumeurs ne développent pas forcément cette broncho-pneumopathie, terme qui recouvre une gamme de changements pathologiques pulmonaires chevauchant la bronchite chronique et l'emphysème. Un individu doit être sacrément atteint de BPCO pour en mourir aussi soudainement. **Or Préval se portait bien** et n'avait aucun symptôme reporté par ses proches qui se rapportent à la BPCO: essoufflement (une impression d'avoir besoin d'air), toux chronique et des expectorations (avec du mucus). Même des activités ordinaires, comme la marche, le fait de monter un petit escalier, peuvent devenir très difficiles à mesure que la maladie s'aggrave progressivement.

Si les poumons de Préval étaient "*en très mauvais état*", en si mauvais état, assurément les échanges gazeux au niveau des alvéoles pulmonaires devaient être également mauvais et auraient dû se manifester cliniquement par au moins un des signes/symptômes plus haut mentionnés. Or, il n'en était rien. Bien au contraire, Préval «pétait la grande forme» pour reprendre les termes du député de Pétion-Ville. Le laboratoire états-unien qui, en passant, ne devait assurer que les examens toxicologiques, ne saurait, à notre avis, lier le décès de Préval à une broncho-pneumopathie chronique obstructive, en l'absence d'un tableau clinique correspondant avéré.

Les trouvailles histopathologiques de BOPCO peuvent avoir été seulement concomittantes. Comme l'un de mes patrons, à Montréal, avait l'habitude de dire: «Un syphilitique peut avoir un cor aux pieds». La vraie cause de mort peut avoir échappé à l'Institut Médico-Légal (IML). En effet, je doute, compte tenu des conditions précaires de fonctionnement de l'IML, que l'on ait procédé à des prélèvements en bloc de l'oreillette droite, du nœud sino-auriculaire de Keith et Flack, du nœud septal ou auriculo-ventriculaire, du faisceau de His situé à la base et à la partie moyenne du septum interventriculaire pour détection possible de lésion du système de conduction cardiaque (SCC), responsable de mort soudaine dans un faible pourcentage des cas.

L'expérience, à l'Institut de Pathologie des Forces Armées (AFIP en anglais) du Pakistan, à Rawalpindi, illustre le propos. Sur un total de 656 autopsies de 1992 à 1994, il y a eu 66 cas remplissant les critères de mort cardiaque soudaine. La grande majorité présentaient des lésions athéromateuses coronariennes et ou myocardiques. 6% montraient des changements du système de conduction sous forme de nécrose (mort tissulaire), fibrose (sclérose/cicatrice tissulaire) ou infiltration graisseuse. Dans une étude parue dans *Am J Forensic Med Pathol 2002; 23:83-9,* de telles lésions étaient présentes dans 3% des 381 autopsies réalisées pour mort cardiaque soudaine.

C'est dire que si des prélèvements systématiques des parties du cœur renfermant le SCC n'avaient pas été faits pour des coupes tissulaires en série (*serial sections*), il est possible que la vraie cause de mort de Préval ait été loupée. À la vérité, au lieu d'un diagnostic boîteux, douteux de BOPCO, j'eusse même préféré savoir que l'autopsie n'avait pas été en mesure de révéler la cause de décès, ce qui peut arriver même dans les meilleurs contextes de pratiques d'autopsie, en milieu hospitalier ou dans des IML. Ainsi, dans l'étude des 66 autopsies aux AFIP pakistanaises plus haut mentionnée, la cause de mort n'avait pu être déterminée dans 4% des cas. Sur 61 autopsies pratiquées à la section d'histopathologie de l'Institut de Toxicologie de Madrid pour mort soudaine au cours d'activités sportives, le taux était de 16.3 % (Suarez-Mier MF, Aguilera B. *Causes of sudden death during sports activities in Spain*. Rev Esp Cardiol 2002; 55:347-58).

Pour conclure, la cause du décès de René Préval suggérée ou plutôt offerte par un laboratoire étatsunien et entériné par l'Institut médico-légal haïtien ne nous satisfait pas. Sans une histoire clinique appropriée et avérée, le diagnostic nécropsique de bronchopneumopathie obstructive ne nous paraît pas correct. Du fait qu'il ait pris tant de temps (deux mois et demi) pour formuler un tel diagnostic, alors que cela eût été possible dans les jours qui suivirent l'autopsie en Haïti, nous soupçonnons que l'IML nous a sorti un truc tout cuit pour faire taire les rumeurs d'empoisonnement, calmer les esprits et donner l'impression (fausse) aux profanes (qui n'y verront goutte) que « Tout s'est passé dans les règles de l'art». Amen. *Se sèlman madanm ak fanmi Préval ki pèdi.*

Ansyen Senatè Turneb Delpe lage sa !

Samdi 27 me 2017 ki sot pase a, toupatou sou latè kote ki gen Ayisyen te sezi tande nouvèl lanmò Doktè Turneb Delpé, ki te yon responsab politik anndan peyi a.

Se nan yon lopital nan vil Nouyòk, yon maladi kansè nan lestomak te fòse lavi vire do bay Delpe ki te gen 66 lane sou tèt li. Tout moun te konnen Turneb kòm pwomotè pwojè **Konferans Nasyonal la** depi lontan, men sa pa t anpeche l vin yon Gnbis tou, lè l te milite ak Andy Apaid epi Charles Henri Baker pou te mete peyi a anba bòt Meriken ak lokipasyon Minista ki la jouk jounen jodia.

Mopod anonse ap gen de sware patriyotik premye ak 2 jen pou onore Turneb Delpe. Fanmi l tou ap fè yon veye pou li tou jou vandredi 2 jen an soti 5 kè pou 7 tè diswa nan lokal Miche S Garden ki nan nimewo 88 ri Kapwa ant ri Nikola ak Laflèdichèn

Lantèman Turneb ap chante Samdi 3 jen nan legliz Sakrekè an Ayiti menm jou a nan maten vè 9 vè konsa y ap espoze kadav la nan Pax Villa.


Turneb Delpe


Soti agoch pou ale adwat Montes Joseph, Charles Henry Baker, Herve Saintilus ak Turneb Delpe

Pour en finir avec ces industries de la honte…!

Par Robert Lodimus

« Seul mérite sa liberté et sa vie celui qui chaque jour la conquiert à nouveau. »

(Goethe)

Les travailleuses et les travailleurs de la sous-traitance retournent tous les jours dans les rues de Port-au-Prince pour rappeler à Georges Sassine, André Michel et Clifford Apaid, Réginald Boulos, Charles Henry Backer, Grégory Brand, Marc Antoine Acra… qu'ils crèvent dans la misère avec leurs enfants. Malheureusement, les cris de leurs revendications n'émeuvent pas le cœur de marbre des *parvenus arabo-haïtiens* que les statistiques identifient parmi les 3% des *Crésus* qui détiennent 80% du *pactole national*. Alors que les *trisaïeuls* de ces « *bourgeois* » sans « *origine de noblesse* » sont arrivés aux portes de ce pays avec un petit sac suspendu au dos. Ils se sont érigés en « *seigneurs* » sur cette terre qui les a adoptés, et en « *bourreaux* » de la population hospitalière qui les a recueillis dans toute leur indigence à bras ouverts. Haïti les a sauvés de l'*apatridie*, du *nomadisme*, du *vagabondage*, des *souffrances de la guerre*, des *persécutions religieuses*… En retour, ces « *gitans inconscients, sédentarisés* » qui ont fait fortune dans l'*industrie du textile* se complaisent à maltraiter les compatriotes malchanceux que le *mauvais sort* a basculés dans l'enfer des *usines d'assemblage* entassées sur la route de l'aéroport, à Cité Soleil et dans d'autres zones défavorisées. Ces *endroits inhumains de maltraitance morale et physique* constituent des *points de transit* vers le *sanatorium*, la *morgue* et le *cimetière*.

Nous connaissons l'histoire de ces activités harassantes de travail et de toutes leurs conséquences sur la santé déjà fragile de la population ouvrière. Seule l'émergence d'une « *dictature prolétarienne globalisée* » fera lever le *vent de changement* sur les cloaques humains qui gèlent de *froid*, respirent la *faim*, la *soif* et la *nudité*.

Une police à l'image de l'État bourgeois

Lundi 22 mai 2017. À la demande de Georges Barau Sassine, un ami personnel de Jean-Claude Duvalier, et qui dirige actuellement l'*Association Des Industries d'Haïti* (ADIH), les policiers lâchés comme des *chiens enragés* par Jovenel Moïse et Michel-Ange Gédéon ont réprimé dans le sang une manifestation pacifique des masses ouvrières du Parc industriel. Malgré tout, les ouvriers grévistes n'en démordent pas. Depuis l'installation des *multinationales de la sous-traitance* en Haïti, la liste des doléances des embauchés ne cesse de s'allonger. Aujourd'hui, ils exigent que le salaire minimum passe de 300 à 800 gourdes, ce qui représente moins de *7 dollars US par jour*. Au lieu de satisfaire aux modestes demandes, le gouvernement, – *afin de plaire à la classe dominante* –, utilise la force excessive pour contraindre les manifestants à retourner dans les usines. Les camarades ouvriers refusent de céder. Ils défient les menaces de révocation massive brandies par le *secteur patronal* qui est sur le point de perdre des contrats juteux. Le retard dans la livraison des commandes pourrait aussi entraîner des pénalités. Michel André Apaid et ses acolytes grincent les dents. Le mouvement de contestation ouvrière prend des proportions importantes. La violence policière utilisée contre les « *esclaves* » de la *Société Nationale des Parcs Industriels* (SONAPI) risque d'embraser la République. La *cause ouvrière* interpelle les patriotes. Plusieurs personnalités politiques et professionnelles multiplient à la radio les déclarations d'appui aux syndicats qui soutiennent la résistance des revendicateurs. Les *poussées inflationnistes*, dans un pays qui consomme tout, sans rien produire, – *outre le banditisme et l'assassinat* –, sont devenues vraiment insupportables. Les *prolétaires* n'ont-ils pas raison de s'en plaindre et d'exiger que le revenu de leur travail soit indexé au coût réel de la vie? Ils accusent le gouvernement de Jack Guy Lafontant d'adopter une *position anti-ouvrière* et de les abandonner à la merci de la « *dictature du capital* ». Et ils ont raison.



Les « faucons migrateurs » qui exploitent les usines d'assemblage à Port-au-Prince et à Ouanaminthe ont millionuplé leurs « capitaux » en détruisant la classe paysanne non-scolarisée.

La situation socioéconomique qui se complique à toutes les minutes pour les *marginalisés* témoigne de plus en plus de la nécessité d'une « *conquête révolutionnaire du pouvoir de l'État bourgeois* », tel que le conçoit Jack Barnes [1] qui rapporte ces paroles de Malcom X dans son ouvrage : « *Ne courez pas dans tous les sens en essayant de vous lier d'amitié avec quelqu'un qui vous prive de vos droits, ce ne sont pas vos amis, ce sont vos ennemis. Traitez-les comme tel, combattez-les et vous obtiendrez votre liberté*. »

Parmi la *classe des travailleurs salariés* et des *petits agriculteurs*, nous entrevoyons l'ovulation d'une *prise de conscience* qui devrait inquiéter les *dirigeants capitalistes locaux*. Ces *militants syndicaux* utilisent la « *dialectique d'une révolution mondialisée* » pour exprimer leur ras le bol du *système impérial*. Certains avouent qu'ils lisent des brochures rédigées de manière simple sur la doctrine de l'*ouvriérisme*. Une travailleuse a déclaré sur radio Kiskeya [2] : « *Nous aidons à créer des richesses, nous voulons en bénéficier également. Et c'est tout à fait juste*.» L'intervenante a reconnu du même coup que les revendications ouvrières doivent viser la *prise et le contrôle des organes de pouvoir de l'État*. Sinon, faisait-elle remarquer, le *mouvement de résistance sociale* n'aura pas le dénouement escompté. D'autres syndicalistes progressistes, comme Dominique St-Éloi du *Centre national des ouvriers haïtiens* (CNOH), abondent dans le même sens. En échange de leur force de travail, ils veulent aussi manger un morceau raisonnable du gâteau. L'essayiste Placide Gaboury [3] aurait sûrement ajouté : « *Pas la charité, mais le partage*. »

Lénine, le brillant dialecticien de la révolution d'octobre, expliqua en 1920 que « *la politique de l'Internationale communiste dans la lutte contre l'oppression nationale vise à unifier les prolétaires et les masses laborieuses de toutes les nations dans la lutte révolutionnaire pour renverser les propriétaires fonciers et la bourgeoisie. Seule une telle unité garantit la victoire sur le capitalisme, sans laquelle il est impossible d'abolir l'oppression nationale* [4].»

Nous avons remarqué que les grévistes des secteurs de l'industrie du textile cherchent adroitement à élargir l'espace des contestations sociales et économiques. L'État est en crise. Le gouvernement de Jovenel Moïse marche sur la *voie d'une explosion sociétale*. Et plus inquiétant encore. Haïti est tombée en faillite. Pour répéter Raspoutine: « *Quand on sème la misère, on récolte la violence*.»

La bourgeoisie compradore n'a pas de patrie

Les « *faucons migrateurs* » qui exploitent les usines d'assemblage à Port-au-Prince et à Ouanaminthe ont millionuplé leurs « *capitaux* » en détruisant la *classe paysanne non-scolarisée*. Profitant des méfaits ravageurs des intempéries sur l'*environnement agricole*, les « *crocodiles* » qui vivent eux-mêmes des miettes lancées par les *grandes multinationales* pêchent la *main-d'œuvre à bon marché* dans l'étang de chômage, d'oisiveté et de précarité qui noie et déracine les populations rurales ruinées.

L'État confie le marché de l'importation de l'engrais chimique à la même clique des « *prédateurs* » qui font leur beurre dans les *zones franches*. Le prix du produit grimpe comme Tarzan dans les lianes de la forêt tropicale. Piégé de tout bord, le paysan se jette sur la route avec un baluchon sur l'épaule. Il devient, par la force de la misère, la « propriété » exclusive des « vipères mafieuses » qui accaparent et contrôlent les sphères de l'économie nationale. Bon nombre de « *ces gens-là* » – *dans le langage de Jacques Brel* – sont des « *terroristes financiers* ». Mis à part, bien entendu, quelques uns qui sont restés fidèles et loyaux envers leur patrie adoptive. Nous pouvons rappeler, entre autres, le nom prestigieux d'Antoine Isméri, de regretté mémoire. Les « *chacals* » de la *SONAPI* et les « *bourgeois compradores du bord de mer* » ne vouent aucun sentiment d'appartenance à Haïti. D'ailleurs, le journaliste Hervé Kempf [5], spécialiste de l'environnement écrit que « *la secte des hyper-riches n'a pas de patrie*.» L'écrivain souligne de plus : « *…L'oligarchie fleurit aussi sur le développement des économies locales en s'accommodant […] d'une exploitation poussée des travailleurs et du dépouillement des paysans*. »

Au fil des années, les « *arabes ingrats* » installés sur le territoire ont détruit la *capacité d'autodétermination* des Haïtiens. Ils sont même parvenus à fragiliser les *conditions de l'indépendance et de la souveraineté de l'État*. N'ont-ils pas toujours collaboré avec les *puissances dominatrices* contre les intérêts des indigènes ? En scrutant les dessous de l'occupation américaine, on découvre aisément les traces indélébiles de leurs mains traitresses. D'abord, le *28 juillet 1915*. Ensuite le *30 septembre 1991*. Et la dernière fois, le *29 février 2004*. Qui a payé le *poignard de 40 millions de dollars US* avec lequel Michel François – *l'hydre de Lerne* – égorgea le « *Rêve* » des pauvres de La Saline, de Cité Soleil, de Solino…? Et profitant encore de l'embargo de Bill Clinton – *le DSK de la Maison Blanche* – ils ont plongé leurs bras dans le sang des 5 000 victimes d'Emanuel Constant et de Louis Jodel Chamblain pour puiser l'*or du crime* dont ils jouissent grassement jusqu'à présent. En toute impunité. Les toits de leurs somptueux châteaux sont « *voisins du ciel* », comme l'aurait élégamment écrit Jean de la Fontaine. Des agents de sécurité armés jusqu'aux dents montent la garde devant leurs barrières coulissantes en acier trempé, veillent sur le sommeil de leur épouse, de leurs maîtresses et de leurs enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de fréquenter les grandes universités européennes ou nord-américaines. Ils se déplacent à bord des véhicules blindés. En se juchant sur la crête des mornes et en s'exilant dans les vallées lointaines et inaccessibles, les « *assassins financiers* » qui prennent Haïti en otage pensent échapper au regard accusateur et au jugement sévère des « *maltraités* » et des « *négligés* » du « *capital* ». Seulement, les « *ripailleurs* » doivent se rappeler que les *bidonvilles assassinés* conservent la mémoire des faits et des noms. Et le gibier, quand viendra l'autre « *temps* » qui sera le sien, saura retrouver les « chasseurs » qui le faisaient rôtir sur le boucan de la *pauvreté extrême*.



Au royaume de la sous-traitance Clifford Apaid à la tête d'une entreprise de textile, travail comme forme d'esclavage

André Comte-Sponville [6] a posé la question : « *Le capitalisme est-il moral* ? » La réponse n'est pas difficile à trouver. Chacun de nous sait que derrière ce concept malfaisant se cachent des intérêts puissants, mesquins, qui ne riment pas avec la *philanthropie*. Qui dit « *intérêt* », dit « *exploitation* ». Le capitaliste n'a pas d'âme. Il ne se préoccupe guère de progrès

suite à la page(16)

L'ENFANT, un acteur social rejeté dans le modèle éducatif et social haïtien !



Si l'enfant n'est ni un adulte en miniature, ni un petit-objet délicat, ni un âge de la vie, il reste la seule hypothèse qu'il soit un être humain

Par Saül JACINTHE

L'enfant, un acteur social? Un problème à gérer? Ou simplement un nom pour désigner un projet humain qu'il faudrait parfaire dans nos institutions scolaires? En d'autres termes, qu'est-ce que l'enfant et peut-on encore en parler en dehors du contexte institutionnel? L'ensemble de ces questionnements nous interpelle sur une problématique fondamentale, à savoir l'éducation de l'enfance en Haïti. Aujourd'hui, plusieurs auteurs dans le monde tentent de construire une autre approche de l'enfance. Cependant, les sciences humaines et sociales s'intéressent très tard et traitent avec modération les résultats bien que scientifiques concernant les pratiques, les mœurs et les modes d'organisation des enfants. Toutefois, grâce à ces recherches, l'enfant est plus ou moins considéré comme un acteur et commence à conquérir quelques domaines scientifiques, telles que la sociologie, l'anthropologie et un peu plus les sciences de l'éducation. Ainsi, cet article s'inscrit dans les réflexions autour de la question de l'enfant, du problème de *l'éducation de l'enfance* et de la reconnaissance de l'*enfant-acteur* comme une priorité dans le contexte haïtien.

L'enfant, la négation de l'adulte.

En 1985, dans un article publié dans la revue Espaces Temps dédié à l'enfant, Yveline Levy-Piarroux (1985: Un enfant, *kekseksa?*) (1) pose la définition de l'enfant comme un problème fondamental pour comprendre son évolution dans le champs des sciences humaines et sociales. Elle argumente que les difficultés liées à cette notion allant de l'évidence à la contradiction est une construction de l'adulte. Ainsi, dit-elle si on définit l'enfant comme un âge de la vie, les problèmes seront les limites pour déterminer les contours de cette période du développement humain. Quant à imposer une essence à l'enfant, poursuit-elle, il n'a jamais été aussi difficile voire impossible de trouver un contenu à une notion aussi évidente. Faute d'en trouver un positif, l'astuce serait de trouver une définition tangente à l'animal c'est-à-dire amputé à l'enfant le bon sens : l'*enfant est avant tout un être privé de raison* (selon l'encyclopédie) [(2)]. Le concept de la *raison* vient à l'appui pour marquer par la négation ses limites part rapport à l'adulte.

Parmi ces approches par la négation qui nourrissent les idées qu'on se fasse de l'enfant, on ajoute aussi celles d'Haïti qui sont encore très répandues aujourd'hui; *Ti moun se ti bèt.* Cette comparaison de l'enfant à l'animal est très vieille, elle puise probablement son origine à l'époque de la colonisation où les enfants ne valaient absolument rien, sachant que la colonie de Saint-Domingue n'était pas une colonie de peuplement. Etre un enfant était carrément un problème, puisqu'il ne pouvait pas aller au champs, donc pas rentable. Par, ailleurs cette conception de l'enfant a malencontreusement poursuivi son chemin et se trouve finalement au cœur du système éducatif haïtien.

Ainsi, si l'enfant n'est ni un adulte en miniature, ni un petit-objet délicat, ni un âge de la vie, il reste la seule hypothèse qu'il soit un être humain. Bien que l'enfant soit vu comme l'autre dans la pensée de Freneit, il accepte, tout de même dans ses invariants pédagogiques que: *l'enfant est de même nature que nous* [(3)]. Yveline (1985) pense quant à elle que l'enfant est un être changeant en évolution continuelle qui ne peut être soumise à une fixation dans le temps (*même s'il n'est pas ressenti comme continu*)[(4)]. Etre un enfant impliquerait forcement une capacité de transformer un espace et à interagir avec les autres acteurs sociaux, c'est d'ailleurs le propre de son rôle.

L'enfant, un rejet social, un problème à gérer, un être inachevé?

Après les *Black studies* et *les Women's studies* qui font rentrer de force les « Blacks » et les « Femmes » dans les sciences humaines et sociales et reconnu aujourd'hui comme acteur, pourquoi laisser l'enfant dans les marges?

suite à la page(14)

Haïti : En solidarité avec les ouvriers et ouvrières du textile!

Par le Regroupement des Haïtiens de Montréal contre l'Occupation d'Haïti (REHMONCO)



Face aux ouvriers et ouvrières revendiquant leurs droits d'un salaire décent et leur dignité humaine, elle fait appel à la force répressive de l'État

Nous soutenons sans réserve les droits des ouvriers et ouvrières des usines de textile à manifester, à s'organiser et à revendiquer un salaire décent.

La bourgeoisie sous-traitante ne voit dans la main-d'œuvre haïtienne qu'une bête de somme taillable et corvéable à volonté.

Pour elle, ces gens qui s'échinent à faire tourner, jour et nuit, les machines à vêtements ne méritent aucune augmentation de leur paye crève-la-faim, aucune amélioration de leur condition de travail esclavagiste. Dire le contraire est une logique qu'elle ne comprend pas et dont elle ne veut pas entendre parler.

À ses yeux, ces travailleurs ne représentent que de pauvres misérables qui devraient être trop contents d'avoir trouvé un emploi. Ces ouvriers, n'étaient-ils pas avant des chômeurs sans avenir, des paysans sans terre, des individus pataugeant dans la misère abjecte? Ne sont-ils pas aujourd'hui une minorité dont le sort est envié par des centaines de milliers de jeunes chômeurs?

La bourgeoisie sous-traitante a ceci de particulier : sa vision s'arrête au bout de son nez. Sa pensée est imprégnée de nombrilisme. Elle n'a pas de plan et ne se conçoit pas comme faisant partie de la nation. Son existence se justifie par la voracité du gain immédiat et sans partage.

Pour cette bourgeoisie, le concept de «développement économique» n'est que coquille vide puisqu'elle a besoin de la misère pour prospérer. C'est dans la sueur, le sang, la violence, l'extrême exploitation de l'ouvrier, qu'elle tire sa richesse, qu'elle se reproduit, qu'elle existe.

Elle est sous-traitante parce que toute son existence dépend de puissances extérieures à elle, et qui la dominent. Sa grande peur est de ne pas pouvoir concurrencer d'autres bourgeoisies sous-traitantes qui peuvent disposer d'une main-d'œuvre plus misérable que la sienne.

Ses intérêts objectifs sont donc antagoniques à toute forme de développement économique, à tous projets ayant pour but de combattre le chômage et la misère.

Face aux ouvriers et ouvrières revendiquant leurs droits d'un salaire décent et leur dignité humaine, elle fait appel à la force répressive de l'État. Elle demande la protection de la propriété privée, la continuation du fonctionnement de ces usines de misère.

Elle sait que cette force de répression est consubstantielle à son existence. L'exploitation outrancière nécessite la violence quotidienne et multiformes : verbale, physique, sexuelle. L'ouvrier doit être soumis dans son corps et dans sa conscience. C'est l'unique moyen de tirer le maximum de profit.

Tout cela explique pourquoi cette bourgeoisie sous-traitante est l'incarnation des courants les plus réactionnaires et obscurantistes. Elle a émergé sous le régime sanguinaire des Duvalier, elle a prospéré, multiplié et est devenue le secteur dominant, au détriment des industries nationales, dont l'impérialisme exigeait la mise au rancart.

Sa domination n'est pas seulement économique. Elle est également politique : l'État doit se transformer en un État croupion, desservant uniquement ses intérêts. Elle s'assure que tout mouvement de revendication, aussi minime soit-il, est écrasé sans retenue. C'est la seule condition de perpétuer l'exploitation outrancière.

Parce qu'elle perçoit le peuple uniquement comme une main-d'œuvre à bon marché, cette bourgeoisie pousse au paroxysme l'idée centenaire de l'oligarchie traditionnelle qui veut que le peuple haïtien ne jouisse d'aucun droit civique, d'aucune dignité. En elle est enfouie l'idéologie raciste coloniale qui considère le fait de donner du travail à un «peuple affamé», plongé dans des coutumes «barbares», comme un «acte noble», qui exige en contrepartie la soumission de ce peuple, son silence, quelles que soient les conditions dans lesquelles ce travail se réalise.

C'est pourquoi cette bourgeoisie sous-traitante, de par sa nature, est antinationale. Elle ne peut participer à aucun projet de construire une Haïti nouvelle, à aucun projet de développement économique réel, bénéficiant la majorité de la population.

Voilà pourquoi également la lutte que mènent les ouvriers et ouvrières des usines de la sous-traitance est une lutte fondamentale qui, au-delà des revendications légitimes d'augmentation de salaire et d'amélioration des conditions de travail, fait partie de ces luttes pour construire un nouveau pays, où le peuple haïtien finalement émancipé puisse jouir pleinement de ses droits de citoyen.

Voilà pourquoi toutes les consciences patriotiques et progressistes doivent être interpellées par les cris de révolte de ces travailleurs et travailleuses, qui ne demandent rien d'autre que de vivre dignement dans leur propre pays!

Pour authentification,
Renel Exentus
Ricardo Gustave
Contact : rehmoncohaiti1915@gmail.com

Water for Profit: Neocolonialism as Cannibalism

The Second of a Series

By Dady Chery

The notion of a colonist as cannibal in Haiti is widespread. This idea, called *manje moun* (eating people), could hardly qualify as superstition, given the experience of colonialism. It is daunting to find a better description for those who grab control of water and food, and then calculate the minimum caloric intake a population needs so that a maximum of labor may be extracted from its emaciated and zombified workers without killing them. The neo-colonists may call themselves humanitarians, but their victims know exactly what they are.

A Haitian front for a consortium of foreign aid and finance agencies, founded in 2009 and called **DINEPA** (*Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement*, or National Water and Sanitation Authority), has wrested control of all of Haiti's drinking water from city authorities and non-governmental organizations (NGO). To handle the country's water rehabilitation and distribution, DINEPA now calls on companies from Haiti's former colonial masters. These include Spain's INCATEMA Consulting and Engineering and the world's top water privatizers, the French corporations Veolia Environnement and Suez Environnement.


Haitian women getting water from a tanker truck. "DINEPA appears to have learned that desperately poor people will buy water from its trucks quite expensively, since they get it in smaller volumes."

Like other corporations, water-privatization companies make money for their investors by increasing their revenues, either by expanding their reach or seeking better prices for their products and services. Both **Veolia** and **Suez** reported growths of about 4.6% in the first quarter of 2017, compared to 2016; during the same period in 2017, their revenues were, respectively, a whopping $6.83 billion and $4.12 billion. Before you start to think that water-privatization companies might be a good investment, remember that you, personally, are 70% water and could not live without this liquid for more than three to four days. Consider also that the easiest way to profit from something as naturally plentiful as water is to create a shortage and sell it to the highest bidder. The logical outcomes are thirst, hunger, and water-borne diseases, all of which have already settled on places like Haiti.

While you might be the kind of person who does not give a rat's ass what happens in Haiti, you are probably not too keen on the idea of having your life ruled by water and paying through your nose for the taste or even the sight of it. What happens in Haiti doesn't stay in Haiti.

It is a little known fact that Haiti's cholera epidemic of October 2010 started while the water network for the nearest city of Mirebalais was under repair. Both the **water outage** and the UN were responsible for the initial explosion of deadly disease, because the water cut-off forced people to collect their drinking water from the very stream that the Nepalese UN troops had contaminated with their untreated wastes. In other words, if Mirebalais' potable-water system had been working as it should when the UN soldiers contaminated the stream, the casualties from the epidemic would probably have been low to negligible. The incentive to grant contracts to private companies to overhaul Haiti's municipal water systems would have been trifling too, since there would probably not have been a humanitarian emergency for them to address.

A water truck of the National Water and Sanitation Authority (DINEPA), which has wrested control of all of Haiti's drinking water from city authorities and non-governmental organizations.

The work of water privatizers in Haiti did not really get the notice of the general public until the protests started in **Ouanaminthe** in summer 2011. The town had been without water for three months because the service to its center had been cut by **INCATEMA**. With funds from the Inter-American Development Bank (IDB) and Spain's aid agency (*Agencia Espanola de Cooperacion para el Desarrollo*, AECID), in early 2011 DINEPA had contracted INCATEMA to extend Ouanaminthe's water network by about 20 miles to a slum called Gaillard, where cholera was raging. DINEPA tried to placate the population with promises of a 300,000-gallon water tower and tap water in 6,400 homes in the immediate future, but there was no indication that the service would ever even be restored to its former status. Ouanaminthe had grown from a quiet border town that mostly cultivated peanuts and tobacco, to a so-called free-trade zone, because in the mid-2000s the IDB and Soros Economic Development Fund had financed the construction of an industrial park called **CODEVI**. In this consortium of sweatshops, six textile companies currently extract the labor of Dominicans and Haitians for about **$0.45 per person hour**. A network of slums surround the industrial park, which employs only 6,500 people, despite its presence swelling the city's population more than three-fold, to about 100,000. There has hardly been any new infrastructure to keep up with the rapid rate of growth, and the nearby Massacre River has been polluted by the textile manufacturers: these two factors have created a perfect opportunity to squeeze a population of the poor for their drinking water.

A taste of the money to be made from the sale of water might be all it took to decide that, for privatization to proceed, Haiti's Constitution would have to go and the government become more centralized. Under cover of carnival, in February 2012, Haiti's executive branch began, by decree, to dissolve all the local governments and dismiss the country's **elected mayors**. The mayors held press conferences to alert the population of their removal and wrote open letters to inform the public about threats to their lives, but, with enforcement from the United Nation's so-called peacekeeping force, the decree was shoved down Haitians' throats. By July 2012, nearly all of the country's departmental delegates (state governors) and 120 elected mayors had been replaced by presidentially appointed Interim Agents, some of whom where actively wanted by police for alleged crimes.

Simultaneously with the decree to remove the mayors, and the continuing cholera epidemic, there began a rash of **sabotage** of the municipal-water systems. As a result, about 2.5 million residents of Gonaives and Cap Haitien, both large cities that were unaffected by the earthquake, lost their service of piped water. In Cap Haïtien, some pipes under repair were cut and removed in December 2011. Around the same time in Gonaïves, the control panels and electrical cables were yanked from three out of five pumping stations. In another section of Gonaïves, the water pipes were accidentally damaged one year later by construction work. DINEPA, by then, had contracted Veolia to reconstruct the water supplies of cities outside of Port-au-Prince; it announced that it would study the networks of both cities and expand them. To date, there has been no report of the completion of either project.

Haiti's **smaller towns** of about 30,000 to 40,000, untouched by the earthquake, were also not spared. In Hinche, the drinking water system was sabotaged at least three times in two years. In the border town of Anse-à-Pitres, several solar panels were removed from a system that had been installed by a local organization. In Belladère, all but two community faucets were damaged by road construction. These are but a few examples.


A young boy fills a bucket at a tap. What has been achieved in Haiti is the dismantlement of the municipal potable-water networks and their replacement with a tanker-truck delivery system.

Ouanaminthe endured three dry years. After that, the angry residents got their water from INCATEMA by confronting the UN troops and **blocking**, with walls of blazing tires, the streets to the CODEVI industrial park and a binational market. When the Haitian president finally came to inaugurate the supposed $9 million water project in August 2014, it was mainly to inform the townspeople that they would henceforth have **to pay** for their water. Two years after the inauguration, more than 85% of the homes still lacked water service, and DINEPA was requiring a $54 to $92 deposit, plus a monthly fee of $1.75 for water. People in the area, who earn slave wages in the sweatshops, now complain, not only about the impossibly high costs for them but also the quality of the water, which they say is often covered with yellow foam and reeks of chlorine.

Where did the **money** go? Given the state of affairs, it is impossible to account for the contributions to DINEPA of more than $75 million from the World Bank, $10-15 million from the UN International Children's Emergency Fund (UNICEF) per year, $35 million from Spain, and $15 million from the IDB, all for water, sanitation, and the supposed fight against cholera. In my view, much of what has been achieved in Haiti is the dismantlement of the municipal potable-water networks and their replacement with a tanker-truck delivery system. DINEPA appears to have learned that desperately poor people will buy water from its trucks quite expensively, since they get it in smaller volumes. Between 2012 and 2014 alone, the price of a gallon of water, if it could be found, rose by 40%. All over Haiti, a country where water is **plentiful**, people travel for miles to rivers and water faucets. Some die in traffic accidents collecting their water. Others die from drinking it.



A 300,000-gallon water tower built in Ouanaminthe with funds from the Inter-American Development Bank and Spain.

Water-privatization companies, having gorged themselves initially on reconstruction contracts from agencies like the World Bank and IDB in countries like Haiti, have become too strong to control without a Herculean effort. In a Spanish scandal nicknamed ***"pica en los pies,"*** which exploded in April 2017, INCATEMA is alleged to have paid bribes for public works contracts in Haiti. Veolia and Suez have both donated money to the **Clinton Foundation**. In an unprecedented move, a few days before the French second-round presidential elections, Veolia's CEO **endorsed** Emmanuel Macron by attacking Marine Le Pen in a published statement. A donation from Suez to US President Donald **Trump's transition team** was equally surprising for having a foreign origin. The long and short of it is that fights against water privatizers at the ballot box will probably be futile. In March 2017, Suez began to purchase the Philadelphia-based US utility, **GE Water**. In December 2016, Veolia took control of Europe's longest beach, **La Baule**, in France, to the dismay of much of the population. Water privatizers are unlikely to have a shred of party loyalty or nationalism. They are modern-day vampires, and it is reckless to allow them to wander among us even as they lust after our lifeblood.

(First published in News Junkie Post, this is the second in a series of articles that examine how water is snatched from cities and privatized.)

***Dady Chery** is the author of **We Have Dared to Be Free**.*

«LE BOLC

Par Georges Haupt

Le terme de bolchevisme, dérivé du substantif abstrait bolchinstvo (majorité), désigne la théorie révolutionnaire de Lénine et la praxis du Parti bolchevique dont celui-ci fut le fondateur, le dirigeant et le stratège. Les origines et l'évolution sémantique de ce mot, lointain souvenir d'un jargon d'exilés qui n'est entré dans le langage politique qu'à partir de la révolution de 1917, illustrent les vicissitudes, les métamorphoses du phénomène même qu'il désigne.

1. L'origine

«D'abord, c'est un mot parfaitement incolore» [selon Berdiaev, 1874-1958, marxiste «convaincu», il s'en détourna rapidement, exilé de Russie en 1922, il exerça en Allemagne et en France sa carrière de philosophe des religions]. Son origine remonte à 1903, au IIe congrès du P.O.S.D.R. (Parti ouvrier social-démocrate de Russie). Réuni initialement à Bruxelles, puis contraint de siéger à Londres, ce congrès fut le point de départ de la plus grave division qu'ait connue la social-démocratie. Après le congrès, pour désigner les protagonistes des deux tendances majeures qui s'y étaient affrontées, on nomma «bolcheviks» (c'est-à-dire membres de la majorité) les partisans de la conception de Lénine, et «mencheviks» (minoritaires) ceux dont le chef de file fut Martov.

Lors du IIe congrès du P.O.S.D.R., les divergences éclatèrent à propos de l'article premier des statuts, sur la question de savoir qui serait considéré comme membre du parti. Celui qui «en reconnaît le programme et soutient le parti tant par des moyens matériels que par sa participation personnelle dans une des organisations du parti», selon la formulation de Lénine, ou celui qui, en reconnaissant son programme, «coopère personnellement et régulièrement sous la direction de l'une des organisations du parti», selon celle de Martov? Discussion oiseuse en apparence. En fait, les divergences sur le problème masquaient des dissensions plus profondes sur l'interprétation de la théorie marxiste de la révolution dans les conditions propres à la Russie. L'apparition et le développement du bolchevisme, en tant que théorie et praxis mûries en un long processus, doivent être situés dans un double contexte dont la complémentarité est organique: celui de la société russe industriellement peu développée, à l'orée de la révolution bourgeoise destinée à renverser l'autocratie tsariste, et celui de la doctrine marxiste, dans son évolution historique et dans son cadre.

Congrès de 1903 du POSDR

Pour la social-démocratie, représentée dans les pays européens industrialisés par de puissants partis de masse, la Russie du début du XXe siècle apparaissait comme un cas tout à fait particulier. Dans ce pays, encore gouverné par un monarque absolu, une première tâche s'imposait à la social-démocratie: aider à l'accomplissement de la révolution bourgeoise démocratique, première étape historique vers la révolution socialiste. Pour accomplir cette tâche, il ne suffisait pas d'adapter la théorie marxiste de la lutte des classes, il fallait en outre tirer profit de l'expérience antérieure des marxistes, et notamment organiser un véritable parti. Or, depuis des années, la social-démocratie russe éprouvait des difficultés à quitter le stade des petits groupes où la propagande était la forme principale d'activité, pour passer à la création d'un parti structuré, capable de répondre aux exigences d'une action politique concertée à l'échelle nationale. Cela conféra une importance primordiale à la définition théorique du type particulier d'organisation dont devait disposer la social-démocratie russe pour «remplir sa mission historique».



Lénine proclamant le pouvoir des Soviets à la réunion historique du Deuxième Congrès des Soviets de toute la Russie au quartier général des bolcheviques à Saint-Petersbourg le 7 novembre 1917

2. Organisation du parti

Le bolchevisme prit corps dans ces débats, et l'on peut situer la date de sa naissance au moment de la parution de la fameuse brochure polémique de Lénine Que faire? (1902), qui reste un document clé pour la compréhension de son histoire avant et même après la révolution d'octobre 1917. Ce livre eut un retentissement considérable dans les milieux révolutionnaires de l'époque; selon un contemporain – Charles Rappoport – «le Que faire? n'était pas à proprement parler un livre, mais une exécution capitale – et magistrale – du réformisme socialiste en la personne de Bernstein, et du réformisme syndicaliste prêché en Russie par Boris Kritchevsky». Ce pamphlet n'était pas seulement l'exposé systématique des vues de Lénine en matière d'organisation, et la définition de sa tactique; il contenait déjà les germes de la stratégie de l'avant-garde révolutionnaire qui forme, dans une certaine mesure, la quintessence du bolchevisme. A la différence de ses aînés, tel Plekhanov, Lénine ne s'affirme pas comme un exégète du marxisme, mais comme un théoricien de la révolution. Sa théorie, qui va se modeler dans les vicissitudes de la lutte, apparaît dès 1902 à la fois comme une innovation et comme un retour aux sources, celles du marxisme de 1848 qui avait à affronter à l'époque des objectifs similaires mais non identiques.

La pointe polémique de Que faire? était dirigée contre un courant puissant dans le mouvement socialiste russe, auquel Lénine donna, pour l'histoire, le nom d'«économisme». Inspirés par une volonté de réalisme, et aussi par la révision du marxisme qu'Edouard Bernstein avait entreprise à l'époque dans le puissant parti allemand, les «économistes» défendaient l'idée qu'en Russie, où les forces ouvrières étaient bien faibles et la révolution fort problématique, la social-démocratie, au lieu de gaspiller en vain son énergie et de se sacrifier pour une illusion, devait se situer sur le terrain des réalités, c'est-à-dire axer la lutte sur le plan économique, celui des revendications ouvrières immédiates. La social-démocratie devait se fier à la spontanéité des masses pour acquérir une audience réelle et sortir de son isolement. Par là se trouvait posé le problème dont la complémentarité avec le précédent est évidente: le rapport entre la lutte économique et politique, entre la spontanéité des masses et le rôle d'avant-garde du parti conscient et directeur.

Dans sa réplique, Lénine formula de manière délibérément exagérée, comme il le fit ultérieurement remarquer, à la fois les prémisses théoriques et les modalités pratiques du bolchevisme. Il se livra à une critique de la doctrine de l'action spontanée des masses, et par là il marqua une rupture avec le fatalisme mécaniste. La classe ouvrière n'est pas spontanément socialiste ni révolutionnaire. La conscience de classe du prolétariat n'est pas un produit mécanique de sa situation de classe, elle doit être apportée du dehors. C'est le rôle du parti qui, matérialisant l'unification du mouvement ouvrier et du socialisme scientifique, constitue l'instrument seul capable d'exprimer consciemment le processus inconscient de l'histoire.

Sans l'intervention d'une avant-garde révolutionnaire consciente et active, la spontanéité des masses risquerait fort d'orienter le processus historique vers une contestation limitée, vers des réformes sociales qui impliqueraient le renoncement à toute perspective révolutionnaire.

Mais de quel parti s'agit-il? C'est ici que sa réponse débordait largement le concept marxiste classique que les mencheviks, partisans d'un parti «ouvert», inspiré du modèle européen, faisaient leur. Le type de parti préconisé par Lénine est celui d'une avant-garde, constituée d'un petit nombre de révolutionnaires professionnels; condamnée, dans la Russie tsariste, à l'action clandestine, elle ne saurait être qu'un parti rigoureusement discipliné et extrêmement centralisé. La tâche essentielle du parti est de préparer la révolution; il doit donc servir de catalyseur et de ferment, et prévoir en tous domaines l'action à entreprendre dans une situation révolutionnaire. Il devient alors «à la fois – et au même degré d'intensité – producteur et produit, préalable et fruit des mouvements révolutionnaires de masse» (Lukács). Les principes exposés dans cet ouvrage de circonstance furent adaptés à la fluctuation des situations historiques sans être modifiés dans leur essence, les expériences servant à des approfondissements conceptuels.

3. Les débats de tactique

Dans le cadre des controverses qui se déroulèrent entre les bolcheviks et les mencheviks – fractions adverses coexistant au sein d'un même parti – les divergences posées d'abord sous l'angle organisationnel s'élargirent et se précisèrent avec le déclenchement de la révolution russe de 1905. Ce fut la question de tactique et, par là même, la perspective d'une révolution bourgeoise démocratique qui prit la première place. A la tactique, préconisée par les mencheviks, qui s'insérait parfaitement dans les schémas de l'orthodoxie marxiste occidentale: rôle dirigeant de la bourgeoisie dans une révolution bourgeoise, conquête de la démocratie parlementaire dans laquelle les socialistes devraient refuser de se compromettre, Lénine, édifiant ainsi la tactique et la théorie bolcheviques de la révolution, opposait une plate-forme nouvelle en contradiction violente avec les théories social-démocrates. Reprenant l'idée (Marx, 1848) d'une révolution bourgeoise réussie contre la bourgeoisie, il considérait que la chute du tsarisme n'était possible que si l'on parvenait à mobiliser, aux côtés du prolétariat, «les classes [...] qui mènent une pénible existence petite-bourgeoise», c'est-à-dire essentiellement les masses paysannes. A l'inverse de ce qu'il en était dans les pays occidentaux, ces classes étaient encore, dans la Russie de 1905, capables d'action révolutionnaire. L'objectif de cette révolution, dont la force motrice devait être l'alliance de la classe ouvrière et de la masse des paysans, était l'instauration d'une dictature bourgeoise démocratique sous l'hégémonie de la classe ouvrière qui permettrait non seulement l'accélération du passage au stade capitaliste, mais des réformes politiques et économiques, préparant le passage à la révolution socialiste. Avec de tels alliés, la grande bourgeoisie ne serait plus à craindre, et les bolcheviks, lucides et dressés à une discipline sévère, seraient en mesure d'éliminer leurs concurrents socialistes révolutionnaires ou mencheviks, devenant ainsi les seuls maîtres de la république démocratique. Ce dernier point restait encore un objectif non formulé, mais implicite.

• Dans le tourbillon de la révolution de 1905, ces débats restèrent doctrinaux. Lénine lui-même fut pris de court par les événements, et ses partisans ne commencèrent à faire sentir leur influence que lors de la phase de déclin. La pratique de l'insurrection armée de décembre 1905 à Moscou, contestée par l'ensemble de la social-démocratie russe, fut l'une des expériences dont s'enrichit la théorie qui sera mise en pratique douze ans plus tard.

• Après l'échec de la révolution, au milieu du désarroi et de la débâcle provoqués par la défaite, contraint à nouveau à l'émigration, Lénine, tacticien habile, mais stratège intransigeant, se consacre à l'édification méthodique de ce qui sera le futur Parti bolchevique. Conserver le parti existant, le conquérir, tel est son objectif immédiat. Pour y parvenir, il n'hésite pas à multiplier les scissions, à mener une lutte acharnée contre les multiples fractions qui formaient les diverses tendances du menchevisme dont les traits s'apparentaient de plus en plus au modèle européen de la social-démocratie.

Le bolchevisme forma son style dans ces luttes et ces polémiques. Les efforts de Lénine portent dans trois directions: rétablir la discipline parmi ses propres partisans; s'implanter dans le mouvement ouvrier de Russie même; obtenir une reconnaissance internationale pour la représentativité de sa fraction. Le découragement consécutif à la révolution de 1905 gagne en effet les rangs des bolcheviks. Des divergences profondes sur les problèmes de la tactique à suivre, accompagnées d'un désarroi philosophique allant jusqu'à l'hérésie, s'avérèrent d'une gravité particulière dans une fraction qui se réclamait d'une discipline d'avant-garde et était composée d'une majorité d'intellectuels.

Le leadership même de Lénine fut alors mis en cause, le chef de file des bolcheviks de gauche, Bogdanov, devenant pendant un temps son principal rival. En 1908, il parvint à évincer Lénine et à prendre la direction politique et idéologique des bolcheviks. Victoire de courte durée, car Lénine sut rétablir la situation. Comme ce sera souvent le cas dans l'histoire du bolchevisme, le conflit politique à propos de la direction fut déguisé en conflit idéologique. Lénine, à la suite de Plekhanov et soutenu par lui, accusa Bogdanov de vouloir remplacer les conceptions de Marx par la philosophie d'Avenarius et de Mach. L'ouvrage qu'il écrivit alors, Matérialisme et empiriocriticisme, loin d'être une étude purement théorique et philosophique, fut l'instrument d'un duel politique, et joua sur le plan idéologique un rôle important dans l'élaboration du bolchevisme, définissant son armature, le principe d'une orthodoxie en tant que défense contre toute tentative d'hérésie.

• Dès 1911, Lénine était fermement convaincu du nouvel élan du mouvement révolutionnaire en Russie et du fait que les bolcheviks étaient en train de gagner la majorité du mouvement ouvrier. Dès lors, il prit résolument l'orientation qui devait aboutir, sur le plan de l'organisation, à une scission définitive avec les mencheviks, consommée déjà sur le plan de la doctrine. La conférence tenue à Prague, en janvier 1912, mit fin à jamais à la coexistence des bolcheviks et des mencheviks en un seul parti. Elle marqua aussi le tournant dans les rapports du bolchevisme avec la IIe Internationale et le début d'une crise.

4. Le bolchevisme et la IIe Internationale

• Les divergences et les controverses qui opposaient les différentes fractions de la social-démocratie russe furent considérées longtemps par la plupart des chefs de la social-démocratie occidentale comme des altercations personnelles, caractéristiques du milieu de l'émigration. Le bolchevisme, même après la révolution de 1905, ne représentait pas, à leurs yeux, un courant nouveau, mais une simple fraction rivale; l'Internationale accepta l'explication de Plekhanov qui soutenait que «les divergences entre les deux fractions étaient minimes».

Seul un petit groupe particulièrement proche du mouvement russe, dont Rosa Luxemburg, condamna Lénine, qualifiant sa conception de «blanquiste» [référence, discutable, à Auguste Blanqui, 1805-1881, nommé «l'Enfermé» étant donné ces nombreuses années de prisons comme détenu politique] en matière de tactique.

• Pour faciliter la conciliation, le Bureau socialiste international, organisme exécutif de l'Internationale, fit des concessions à Lénine et lui accorda en son sein une des places réservées aux délégués russes. Là, Lénine pensait parvenir à faire sortir sa fraction de l'isolement et à imposer la reconnaissance de celle-ci par l'Internationale.

La politique à long terme qui, jusqu'en août 1914 et malgré toutes

HEVISME»

les vicissitudes, resta la ligne de conduite des bolcheviks à l'intérieur de l'Internationale fut double: elle consistait d'abord à affermir leur position au sein même de l'organisme de l'Internationale afin d'obtenir à la longue le droit d'être seuls à représenter le P.O.S.D.R., puis à s'opposer aux tendances réformistes en consolidant les liens entre les diverses tendances de gauche, pour aboutir à une sorte de front commun du «marxisme révolutionnaire». Malgré des succès épisodiques, ces objectifs ne se réalisèrent pas. Après la scission définitive avec les mencheviks, l'Internationale aborda avec insistance la question de l'unité du socialisme russe.

Or, Lénine se montra intransigeant et repoussa la thèse de ses adversaires selon laquelle il s'agissait simplement d'une crise traversée par le parti, aucune divergence de fond, susceptible de justifier la scission, n'existant dans la social-démocratie russe. Alors que les mencheviks limitaient le différend à son seul aspect organisationnel, Lénine s'efforcera vainement de donner à ce conflit une dimension plus vaste, portant sur les perspectives de la révolution russe. C'est la reconnaissance d'une stratégie orientée vers la révolution en Russie que Lénine tenta d'obtenir de l'Internationale. Mais ses tentatives pour convaincre l'Internationale de la maturation du processus révolutionnaire en Russie se heurteront au scepticisme des idéologues et des autorités du socialisme. En fait, dans le refus de l'unification, les considérations et les intérêts politiques concrets pesaient autant que les questions de principe. L'unification représentait aux yeux de Lénine une irréparable erreur: elle impliquait en effet que les bolcheviks acceptaient de partager les fruits de leurs longs efforts, et qu'ils renonçaient, alors même qu'ils étaient sur le point de réaliser ce but, à faire du bolchevisme la force socialiste la plus influente et la mieux implantée dans le mouvement ouvrier de Russie. Les arguments de Lénine furent contestés par ses adversaires qui ne se limitaient pas aux seuls mencheviks. Les bolcheviks se trouvèrent en butte à toutes les tendances et à toutes les fractions de la social-démocratie russe, de Plekhanov à Trotski, réunies en 1912 dans le «bloc d'août».

• Placés au centre des controverses, après 1912, le nom de Lénine et l'existence des bolcheviks devinrent familiers aux socialistes européens. Mais cette publicité en fait les desservait; ils furent l'objet d'une contestation générale.

Malgré leur propagande énergique, les bolcheviks ne seront pas entendus. Certes, dans les années 1907-1910, les efforts de Lénine pour nouer des liens avec les dirigeants et les militants qu'il estimait à l'aile gauche de l'Internationale aboutissent à quelques succès: ainsi, en 1907, au congrès international de Stuttgart, Lénine présente, avec Rosa Luxemburg et Martov, le fameux amendement à la résolution concernant la position des socialistes en cas de guerre. Mais, après 1911, les rapports se détériorèrent, et certains des principaux porte-parole de la gauche se montrèrent franchement hostiles à Lénine et aux bolcheviks.

Ce fut avant tout le cas de Rosa Luxemburg, qui condamna devant l'Internationale «les désirs de scission de Lénine», l'accusant d'un «fanatisme irresponsable», qualifiant son action de «perfide», ses assertions de «mystifications politiques»; elle rendit le groupe léniniste responsable «du chaos qui régnait dans le P.O.S.D.R.». Il ne s'agissait pas d'un revirement dans les positions de Rosa Luxemburg, mais d'une suite des vues qu'elle n'avait cessé de développer depuis 1904.

• Ces divergences complexes et tenaces touchaient à la fois les questions de tactique et de stratégie, plus particulièrement le problème de l'alliance des ouvriers avec les classes moyennes et la question nationale.



Bolchevisme : Nom adopté par les partisans de Lénine qui obtinrent la majorité au IIe congrès du parti social-démocrate russe, contre les mencheviks

Aussi bien sur le plan organisationnel que sur le plan théorique, les vues de Rosa Luxemburg étaient beaucoup plus proches des opinions de Trotski qui, à l'époque, était l'un des critiques les plus rigoureux du bolchevisme sans pour autant approuver le menchevisme. La polémique avec Rosa Luxemburg, jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, amena Lénine à préciser ses vues sur la question nationale, à la fois sur le plan théorique et sur le plan tactique. Sur ce point également, la théorie bolcheviste de la révolution trouva un élargissement où se mêlent traditions et innovations. Dans le sillage de Marx, Lénine, bien loin de réprouver l'idée et l'importance des mouvements nationaux, y voit un facteur primordial pour le succès de la révolution, une possibilité d'élargissement des alliances nécessaire pour la classe ouvrière de Russie.

• Ces divergences entre les bolcheviks et les autres animateurs de la IIe Internationale n'étaient pas d'ordre dogmatique. Pour Lénine, elles revêtirent de l'acuité dans la mesure où son esprit était hanté par la révolution qu'il jugeait imminente en Russie. Depuis 1912, toute l'attention des bolcheviks se concentrait dans cette direction. Tirant la leçon de l'expérience de 1905, ils étaient, à la fin de juillet 1914, beaucoup plus préoccupés de la grève générale à Petrograd que de la «montée des périls» en Europe. Ce ne sera pas cette fois la révolution, mais la guerre mondiale qui les prendra au dépourvu. Dès lors commence une nouvelle page de l'histoire du bolchevisme et de ses rapports avec l'Internationale; les rôles sont intervertis: d'accusés, ils se feront accusateurs.

En août 1914, avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, l'édifice cinquantenaire de l'Internationale s'écroule. L'internationalisme rhétorique ne résiste pas à l'épreuve, et les résolutions prises lors des congrès antérieurs restent lettre morte. Lénine et le petit état-major bolchevique qui a trouvé une nouvelle fois refuge en Suisse clament à la «trahison» en des termes catégoriques. Pour eux, «la faillite de la IIe Internationale est celle de l'opportunisme […] qui en ces dernières années a dominé pratiquement l'Internationale. Les opportunistes ont préparé de longue date cette faillite, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois…».

Selon ces analyses, la majorité des chefs de la IIe Internationale avaient trahi le socialisme, trahison «qui signifie la faillite idéologique et politique de cette dernière». La perspective de Lénine, pour l'interprétation de ce passé tout proche, est déterminée en dernière instance par les images et les idéaux qu'il projette déjà dans le futur. Elle se résume dans la stratégie: révolution comme réplique à la guerre, transformation de la guerre impérialiste en une guerre civile, de type révolutionnaire, 1919.

5. Impérialisme et révolution

• La Première Guerre mondiale, considérée comme impérialiste et combattue sans équivoque par les bolcheviks, leur permit d'élargir leur champ d'action et de réflexion. L'action se situa dans le domaine des réalités politiques: il fallait remplacer la IIe Internationale, qu'ils considéraient comme morte, par de nouveaux regroupements internationaux issus des convulsions de la guerre. Dès novembre 1914, l'idée d'une troisième Internationale est lancée: ses contours étaient encore vagues, mais ses buts précis. «La tâche de la IIIe Internationale consiste à organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire à donner aux gouvernements capitalistes, en vue de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour la conquête du pouvoir et la victoire du socialisme.»

Dès lors, les bolcheviks rompent délibérément avec l'Internationale traditionnelle. Ils prennent pour cible les partisans de cette dernière, qualifiés de centristes, qui, Kautsky en tête, préparent une issue pacifiste à la guerre et la reconstruction de la IIe Internationale. Estimant celle-ci «faite pour le temps de la paix, mais pas pour celui de la guerre», ils prennent l'initiative de regrouper sur cette plate-forme toutes les forces et toutes les fractions socialistes européennes adversaires de l'«union sacrée». En septembre 1915 se tient, à Zimmerwald, en Suisse, la première conférence des socialistes internationalistes qui tentent de concerter leur action. Les bolcheviks y participent. Ils sortent de l'isolement sans gagner en audience. Sur trente voix, Lénine n'en obtient que sept. Pourtant, les bolcheviks chercheront à comptabiliser ce demi-échec à leur actif. «Le succès de notre tendance est indubitable, écrira Lénine… Les ouvriers russes qui, dans leur écrasante majorité, nous ont suivis depuis 1912-1914 verront maintenant que notre tactique a été approuvée par une conférence internationale et que nos principes fondamentaux sont adoptés par un nombre toujours croissant de partisans et par les meilleurs éléments de l'Internationale prolétarienne.»

• Il ne s'agissait pas d'une vantardise mais d'un calcul de propagande tendant à démontrer l'audience internationale des bolcheviks, seule force révolutionnaire représentative en Russie. La guerre affermissait la conviction de Lénine de l'imminence de la révolution et produisait des changements tels qu'ils nécessitaient non seulement une rectification de la tactique, mais aussi une réévaluation du rôle et de la place du bolchevisme dans cette révolution. Mais la guerre révélait un autre phénomène: l'adhésion de la majeure partie des partis bourgeois ou «petits-bourgeois», tel le menchevisme, à l'«union sacrée». Dès lors, la révolution en Russie ne pouvait se faire en accord avec eux mais contre eux. C'est le prolétariat qui prendra la tête de la future révolution bourgeoise en Russie, proclame Lénine dans des instructions qu'il élabore en octobre 1915 sur l'activité révolutionnaire en Russie, et où il identifie le prolétariat, en tant que force politique, avec le bolchevisme. Cette conviction de l'actualité de la révolution n'est pas un simple prolongement de ce qu'il prône depuis des années, mais prend une nouvelle dimension théorique.

• Au printemps de 1915, Lénine reprend l'ensemble de ces réflexions, ainsi que celles de jeunes théoriciens, tel Boukharine, dans l'?uvre qui présidera désormais à l'analyse des bolcheviks, et qui s'intitule: L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme lLa traduction plus exacte en termes de sens, à partir du russe, serait: l'impérialisme, l'étape supérieure du capitalisme de l'époque, dans la période analysée par Lénine, et non pas le «dernier stade» du capitalisme.

«La théorie de l'impérialisme est, chez Lénine, beaucoup moins une théorie de la genèse économiquement nécessaire et de ses limites économiques que la théorie des forces de classe concrètes que l'impérialisme déchaîne et rend opérantes, la théorie de la situation mondiale concrète qui a été créée par l'impérialisme» (Lukács). Sous l'angle économique, Lénine s'appuie sur les travaux de ses prédécesseurs, Hobson [journaliste économique anglais, 1858-1940], Hilferding [Rudolf Hilferding, d'orgine autrichienne, 1877-1941, certainement suite à un suicide car arrêté par le Gestapo à Paris, auteur, entre autres, du Capital financier en 1910], pour définir le capitalisme monopoliste, son mécanisme et son emprise universelle. Ces conclusions, le processus général qu'il dégage confèrent à ses analyses une portée stratégique et un élargissement théorique: la théorie léniniste de la révolution bourgeoise démocratique a désormais valeur d'analyse pour une révolution planétaire.

• Le capitalisme monopoliste apparaît non seulement comme la dernière phase d'un capitalisme qui a cessé d'être progressiste et dynamique et a pris un caractère parasitaire, mais aussi comme le générateur de la révolution. Le capitalisme monopoliste a créé, dans le sens propre du terme, une économie mondiale, et, dans le même temps, la politique mondiale est devenue une lutte pour la domination du monopole financier. Résultat inévitable de la rivalité des grandes puissances impérialistes, la guerre a accentué la pression sur les masses, mobilisé toutes les réserves d'hommes disponibles dans les pays impérialistes, entraînant en même temps ceux qui subissaient la domination coloniale. Elle a mis à nu le système et souligné ses contradictions, et la crise ouverte par la conflagration a rendu évidente l'unique issue: la révolution. Mais, système mondial, l'impérialisme ne peut être vaincu par la seule force du prolétariat européen. Or, l'impérialisme, dont le système colonial représente une partie organique, a aussi mis en marche contre sa propre domination des forces historiques nouvelles, les peuples d'Asie, ceux qui subissent la domination coloniale. La conjonction de ces forces n'est pas seulement devenue possible, mais nécessaire. Dans le cadre de cette analyse de l'impérialisme, la révolution en Russie («maillon le plus faible dans la chaîne de l'impérialisme») n'apparaît pas seulement comme inévitable, mais acquiert une importance cruciale. Le rôle de cette révolution bourgeoise démocratique est de devenir le catalyseur et le détonateur d'un soulèvement planétaire. Son «caractère national et paysan»Labourage de fortune devait servir d'exemple aux peuples de l'Asie, et son «caractère prolétarien aux ouvriers d'Occident» (Rosenberg). Cette analyse théorique devait être à la base de la stratégie bolchevique de la révolution mondiale. (A suivre, le 11 mai 2017, cliquez ici)

____

Madeleine Rébérioux (1920-2005) a dressé cette courte biographie de Georges Haupt:

Il est né dans une famille de la bourgeoisie juive d'Europe centrale, grâce à laquelle il a participé tout enfant à plusieurs cultures. Sa famille tout entière disparut dans les camps hitlériens. Son adolescence, il la passa à Auschwitz. A la libération, de retour dans sa Transylvanie devenue roumaine, il commença ses études supérieures puis entra à l'université de Leningrad où il soutint une thèse sur les rapports entre révolutionnaires russes et roumains dans la seconde moitié du xixe siècle. De 1953 à 1958, en même temps qu'il enseignait à l'université de Bucarest et animait la revue Studii, il dirigea la section d'histoire moderne et contemporaine de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. Formé au marxisme par quelques maîtres soviétiques qu'il admirait, il n'en était que plus sensible aux répressions staliniennes et aux menaces de carcan intellectuel dont le stalinisme était porteur.

C'est dans ces conditions qu'il quitta en 1958 Bucarest pour Paris, désireux désormais d'éclairer le mouvement et les idéologies socialistes par l'érudition la plus minutieuse et la problématique la plus ample. La confiance de Camille Huysmans lui ouvrit les archives du Bureau socialiste international (IIe Internationale), et sa connaissance des fonds d'archives de toute l'Europe lui permit de soutenir, dès 1962, sous la direction d'Ernest Labrousse, une thèse sur la IIe Internationale. La même année, il entra au comité de rédaction du Mouvement social, l'année suivante à celui des Cahiers du monde russe et soviétique. Directeur d'études à l'EHESS (Paris); à partir de 1969, directeur du Centre d'études sur l'U.R.S.S. et l'Europe orientale à partir de 1976, il enseigna en outre, épisodiquement, à Vincennes et, pendant plusieurs années, à la Fondation nationale des sciences politiques.

Il avait acquis la nationalité française, mais ses recherches et son enseignement le conduisaient fréquemment aux États-Unis (notamment à l'université de Madison), en Grande-Bretagne, en Italie (il assurait un cycle de formation à la Fondation Lelio-et-Lisli-Basso), en Autriche et en Allemagne, au Canada et en Suisse, en Hongrie et en Bulgarie. La mort le frappa à l'aéroport de Rome, le 14 mars 1978, au moment où il rentrait à Paris. Il avait à peine cinquante ans.

Alencontre 10 - mai – 2017

À travers la gauche en Amérique latine

Par Alexandra Panaguli

Première partie – Vénézuela: Un pays assiégé

La jeep bondée où nous nous trouvons à côté de deux mineurs cubains et un brésilien et une petite Amérindienne fait des pointes de 130 km/h sur la route de terre, bien droite, mais remplie d'ornières creusées par des grosses pluies inhabituelles en cette saison hivernale. Inévitablement nous cassons un ressort, mais, ayant apparemment l'habitude, le chauffeur la répare assez rapidement et les quelques autres jeeps passent en ne s'arrêtant que brièvement. J'en profite pour regarder la réserve naturelle d'Iwokrama qui nous entoure, “une des quatre dernières forêts tropicales vierges au monde”, les autres étant le Congo, la Nouvelle-Guinée, et l'Amazone.

Malgré la grande vitesse il nous faut dix heures au départ de la capitale guyanaise de Georgetown pour arriver au petit bac de l'Essequibo, 350 kilomètres plus loin. Ce n'est pas une simple rivière mais la ligne de démarcation d'un important contentieux entre la Guyane ex-britannique et le Venezuela ex-espagnol. En 1835 un botaniste allemand, Robert Hermann Schomburgk, avait été commissionné par la reine Victoria pour faire œuvre de ... géographe et tracer la frontière avec le Vénézuela. Si l'Anglaise l'a fait chevalier pour le récompenser, les Vénézuéliens, eux, réclament toujours le territoire à l'ouest de la rivière Essequibo, soit plus de la moitié de la Guyane.

En fait, il y a trois points intéressants à ce sujet. Cette dispute territoriale date de plusieurs siècles, et le Vénézuela n'a fait qu'en hériter de l'empire espagnol après son indépendance en 1830, tandis que l'Angleterre l'avait elle-même héritée de l'empire néerlandais en acquérant ces territoires en dispute en 1814 – tout comme l'Angleterre a légué ses conflits territoriaux à l'Inde/Pakistan, Chypre grecque/turque, Palestine arabe/juive, Nigeria, selon sa devise: “Diviser pour régner”.

Deuxièmement, pour une fois et à l'opposé, par exemple, des Malvines où Angleterre et Etats-Unis se serrent toujours les coudes, ces derniers avaient pris le parti du Vénézuela. Selon l'historien George C. Herring, “En n'insistant pas, les Britanniques ont tacitement reconnu la Doctrine Monroe des Etats-Unis et l'hégémonie de ceux-ci dans l'hémisphère”, permettant ainsi “l'expansion de l'interventionnisme étatsunien dans les Amériques” [From Colony to Superpower: U.S. Foreign Relations Since 1776, (2008) pp. 307–308].

Un autre historien anglais, Robert Arthur Humphreys, a qualifié cette crise de “L'un des épisodes les plus importants de l'histoire des relations anglo-étatsuniennes en général et des rivalités anglo-étatsuniennes en Amérique latine en particulier” [“Anglo-American Rivalries



Les couloirs de l'aéroport de Maiquetia à Caracas sont ornés de posters. Celui-ci dit “Sagesse”, un des slogans de Hugo Chavez qui est toujours bien présent dans le coeur et l'esprit du peuple vénézuélien

and the Venezuela Crisis of 1895”, Presidential Address to the Royal Historical Society 10 December 1966, Transactions of the Royal Historical Society, 17: pp131-164].

Finalement c'est loin d'être une question théorique, outre de nombreuses mines d'or – dont l'Aurora avec des réserves de 3,5 millions d'onces d'or (100 tonnes) – Exxon Mobil a découvert, en mai 2015, une très grosse nappe de pétrole dans l'océan au large de cette zone en litige... (En fait, la ligne extrême de revendication britannique est encore plus à l'ouest sur le territoire vénézuélien et comprend le territoire le plus riche en minéraux, notamment le bassin Yuruari basin, avec, entre autres, la mine d'or d'El Callao, qui a démarré en 1871 et était alors une des plus riches au monde).

[map]

Pourquoi en ce moment-là? Exxon Mobil est en conflit avec le Vénézuela depuis que Chavez a nationalisé en 2007 le pétrole du bassin de l'Orénoque avec plus 300 milliards de barrils brut lourd, exigeant que les investissements étrangers comprennent au moins 51% d'actions de l'Etat vénézuélien. Quand la Guyane a élu en 2015 comme président le brigadier David Ranger, ex-commandant de la Force de défense de la Guyane et ancien instructeur au US Army War College, Exxon a sauté sur l'occasion. Il prêtait serment le 16 mai, allait en vision non-officielle à Washington le 19, et dès le lendemain, Exxon annonçait officiellement sa grande découverte (alors que le premier forage avait eu lieu le 20 mars). La compagnie étatsunienne avait attendu la venue d'un homme fort et inféodé aux Etats-Unis dans le pays désigné comme le plus pauvre de la Caraïbe après Haïti. En effet, le traité de Genève de 1966 entre le Vénézuela, la Guyane britannique et la Grande-Bretagne, stipule que “Aucune des deux parties n'agirait sur le territoire contesté jusqu'à ce qu'il y ait une résolution définitive de la frontière, acceptable pour toutes les parties”, ce qui n'est toujours pas le cas. Le 25 mai le président vénézuélien Nicolas Maduro signait un décret revendiquant la plus grande partie de la zone économique exclusive de la Guyane.

En janvier de la même année, 2015, le vice-président étatsunien, Joe Biden, avait présidé la première Caribbean Energy Security Initiative pour aider les pays de la Caraïbe à “créer des conditions pour attirer des investissements privés”, ajoutant: “que ce soit l'Ukraine ou la Caraïbe, aucun pays ne devrait être capable d'utiliser ses ressources naturelles comme un instrument de contrainte contre un autre pays”, sans mentionner nommément le Vénézuela. L'année suivante, le Sénat des Etats-Unis était plus explicite en recommandant d'allouer cinq millions de dollars pour “aider les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à avoir une plus grande indépendance énergétique vis-à-vis du Vénézuela”, soit essayer d'isoler encore plus ce pays qui donne du pétrole très bon marché à plusieurs pays amis de la région (et souvent ennemis des Etats-Unis), notamment Cuba, Nicaragua et la République dominicaine.

***

Il nous faut deux taxis collectifs et quatre heures pour traverser les 330 km du bout le plus au nord du Brésil car il n'y a pas de lien routier entre la Guyane et le Vénézuela, ni de vol aérien. Dans le deuxième véhicule un ingénieur brésilio-vénézuelien allait quitter son poste dans une entreprise d'Etat hydro-électrique à Puerto Ordaz (à la tête du delta de l'Orénoque) pour aller travailler à Boa Vista (ville brésilienne la plus proche) et qui nous a débité pendant une heure un tas d'histoires calamiteuses sur le Vénézuela, craignant notamment la survenance d'un coup d'Etat.

Par chance la frontière vénézuélo-brésilienne venait de ré-ouvrir la veille après une fermeture d'un mois autour des fêtes de Noël pour essayer de tempérer le marché noir de Vénézuéliens allant s'approvisionner au pays voisin. De fait, le poste-frontière était rempli de touristes brésiliens (les Européens ont depuis longtemps arrêté de visiter le Vénézuela, terrorisés par les nouvelles à dessein alarmantes). La toute proche bourgade de Santa Elena de Uairen est en effet la porte de la majestueuse Gran Sabana et de sa centaine de tepuys, ces montagnes à sommet plat célébrés par le bien connu romancier cubain Alejo Carpentier: “Chaque tepui nous présente une personnalité unique, faite d'arêtes, de coupes nettes, de profils droits ou brisés” [Los confines del hombre, p.107]. Une trentaine d'années auparavant ils avaient déjà inspiré Arthur Conan Doyle (le père de Sherlock Holmes) à peupler d'animaux préhistoriques et fantastiques le plateau du Roraima décrit dans son roman “The Lost World” en 1912.

Carpentier a vécu 14 ans au Vénézuela (1945-59), mais c'est déjà en Haïti (1943) qu'il a découvert le “real maravilloso” qu'il définit ainsi dans son roman de 1949 “El reino de este mundo” sur la révolution haïtienne: “Mais quelle est l'histoire de l'Amérique latine, sinon la chronique du réalisme magique?” Soit que, “L'histoire et la géographie de l'Amérique latine sont si extrêmes qu'elles semblent fictives ou même magiques pour les étrangers”. Pour lui, le “real maravilloso” n'était pas le produit de l'art mais “le pain quotidien” des Latino-Américains – notion que Gabriel Garcia Marquez a en fait étendue, notamment dans ses “Cien Años de Soledad”.

Victor attendait des passagers dans sa bagnole toute dilapidée qui nous a amenés jusqu'à Santa Elena pendant qu'il nous racontait sa vie. Il avait récemment dû interrompre ses études d'orthodentisterie à Caracas après la troisième tentative de vol. Dans l'une, comme il n'avait pas d'argent sur lui, l'assaillant lui a mis le pistolet furieusement au cou, mais l'arme s'était enrayée. Les policiers ne se sont pas émus, “Tu n'as pas de sang au visage, donc pas de problème!” Il fait maintenant le taxi dans son patelin natal et différentes combines pour survivre, tel que changer de l'argent au marché noir qui rapporte un dollar pour 2500 Bolivars comparé à un pour 710 et un pour dix aux deux taux officiels. Avec une inflation de plus de 100% il ne peut que gagner. Le dollar qu'il a payé 2500 Bolivars lui en rapportera bientôt 3000 et plus.

Comme tout le monde utilise le taux du marché noir, la chute du Bolivar rend les produits plus chers. “En un jour le carton de 36 œufs est passé de 2000 à 8000 Bolivars!”, s'est exclamé Jesus, le propriétaire de notre pension-restaurant à Santa Elena. Cela crée davantage d'inflation. Les producteurs ou importateurs préfèrent garder leurs produits pour les vendre plus tard quand ils vaudront plus. La demande s'accroit pour une offre en diminution. L'inflation augmente. En 2012 le gouvernement fait tourner la planche à billets. L'inflation remonte en flèche. Les gens se débarrassent de leurs Bolivars contre des dollars. Le taux du Bolivar descend. Cette perte de confiance en la monnaie nationale engendre une hyper-inflation. C'est une spirale infernale.

Cette pratique, plus que tout, tue l'économie. Il faut prendre des mesures impopulaires à court terme. Couper avec la finance internationale comme le premier ministre grec Tsipras aurait dû le faire. Hugo Chavez n'hésitait pas à le faire. Son successeur a d'abord été préoccupé par des élections, présidentielle en avril 2003 (où il a gagné), municipales en décembre de la même année. Puis, étant élu à une courte majorité, il a préféré perpétuer les dernières politiques de son mentor, sans les adapter aux nouvelles circonstances. Néanmoins ils ont introduit une série de mécanismes de change, l'un remplaçant l'autre sans rien arranger. En général quand la monnaie d'un pays dévalue, sa balance s'améliore, dans le cas du Vénézuela qui offre plusieurs taux de change officiels, cela revient à subventionner les entreprises privées pour leur permettre d'importer des produits, d'où d'énormes déboursements par l'Etat.

L'effet tout aussi nocif est que les compagnies jouent sur les taux, achetant au taux officiel des dollars qu'ils revendent sur le marché noir en faisant un énorme bénéfice. Et les marchandises qu'ils achètent (dans le seul but d'encaisser des dollars au très bas taux officiel) ne quittent pas le port mais sont revendues à l'étranger, d'où des pénuries dans tous les domaines. Les entreprises gagnent davantage d'argent en spéculant qu'en produisant, important ou vendant. Une situation vraiment malsaine – dont certains membres du gouvernement profitent – qui est à la base de la crise actuelle.

***

Nous continuons vers le nord en taxi collectif. La route est déserte. Elle traverse la Gran Sabana qui est administrée de façon autonome par les Indiens Pémon. Ce sont eux qui ont le mot à dire pour les nombreuses mines de la région. Nous passons deux autobus et cinq voitures en panne au bord de la route et un barrage de la garde nationale bolivarienne. Pedro, ex-comptable et maintenant chauffeur de taxi, s'arrête à une station-service isolée. En ville il y avait des files, six de front sur un demi-kilomètre, y compris les motos. Il n'y a pas de pénurie, mais les gens achètent l'essence à un cent le litre pour aller la revendre au Brésil voisin à 1,14, soit 114 fois plus cher. Cette subvention est une autre plaie colossale pour le budget de l'Etat. Faire le plein équivaut à moins d'une canette de soda. Le Vénézuela a le prix de l'essence au litre le plus bas au monde et de loin, 1 cent de dollar (0,01). Le suivant est l'Arabie Saoudite à 0,24. Les Etats-Unis à 0,69 (comme en Haïti, 0,71). Le plus bas européen est en Pologne à 1,20 et le plus élevé en Islande à 1,86. La moyenne mondiale étant à 1,03 [chiffres au 8 mai 2017].

[http://www.globalpetrolprices.com/Venezuela/gasoline_prices/]

Après la forêt dense et les virages de la Sierra, le chauffeur s'arrête dans la bourgade de El Dorado, pleine d'ornières, en pleine zone minière. “Je vais essayer de trouver du lait. Il n'y en a pas en ville”. Quand un opposant s'est plaint qu'il n'y avait pas de lait dans les supermarchés, les chavistas lui ont répondu: “il est dans le ventre des pauvres!” Le lait était en effet autrefois réservé aux riches. Tout comme le café du El Salvador part à l'exportation et il ne reste que de l'eau brunâtre pour les habitants. L'argent aspire tout.

[http://www.counterpunch.org/2016/05/25/does-venezuelas-crisis-prove-socialism-doesnt-work/]

Les supermarchés – souvent chinois – ont ainsi de longues rangées avec un seul produit, une marque de biscuits, une marque de Soda crackers, deux marques de sardines, une marque de pâtes, une marque de sauce tomate, pour une raison mystérieuse il y avait des rangée avec des centaines de Lea & Perrins Worcestershire Sauce et une autre avec encore plus de bouteilles de ketchup Heinz. Peut-être les dirigeants de celle-ci ont-ils eu peur de Maduro qui menaçait de les emprisonner fin 2015 quand des ouvriers ont dénoncé la compagnie de vouloir paralyser la chaine de production. L'année suivante le géant Kraft Heinz Venezuela a vendu 17 millions de graines aux fermiers dans l'espoir d'augmenter la production de tomates de 400 pourcent ... A noter, par contre que l'alcool est partout présente, notamment la très populaire bière Polar. Quand il y a la volonté, il y a les moyens.

[http://www.reuters.com/article/venezuela-politics-kraft-heinz-idUSL1N13R07820151202

http://www.upi.com/Business_News/2016/09/12/Heinz-sells-17M-tomato-seeds-to-Venezuelan-farmers-for-400-production-increase/9611473694155/]

Il est temps de mentionner que, pour toutes les attaques anti-socialistes que reçoit le régime, les entreprises jusqu'aux petits commerces sont et ont toujours été aux mains de capitalistes, jusqu'au ministère de l'économie qui est dirigé par l'aile pro-business du Parti socialiste uni du Vénézuela (PSUV). Difficile de faire avancer des idéaux socialistes quand la structure reste fermement ancrée dans le capitalisme. Si le pouvoir politique est aux mains du parti socialiste, l'élite conservatrice a gardé le contrôle de l'économie.

Une des innovations très positives du chavismo est la création de conseils communaux (assemblées populaires, conseils de quartier, comités de terres urbaines, etc) pour répondre aux besoins négligés par les gouvernements précédents. Pour être plus précis, ce communautarisme est né en réaction à l'avènement des politiques néo-libérales dans les années 90 et a grandi avec Chavez, devenant le moteur du processus révolutionnaire bolivarien. Mais en dépit du nombre grandissant de coopératives et d'entrepris-



Le Kukenan – un parmi la centaine de tepuys de la majestueuse Gran Sabana, territoire autonome des Indiens Pémon, ces montagnes à sommet plat célébrées par le bien connu romancier cubain Alejo Carpentier qui a vécu 14 ans au Vénézuela

Pénuries dues au sabotage des importateurs. Par contre la compagnie locale de Heinz se porte très bien. Menacée d'emprisonnement pour avoir tenté, elle aussi, de saboter la production, elle a fait marche arrière et a vendu 17 millions de graines aux fermiers dans l'espoir d'augmenter la production de tomates de 400 pourcent

Honneur à la mémoire de Gérald Brisson, révolutionnaire marxiste *(1936 – 1969)*

Par Frantz Latour

Gérald Brisson est né à Port-au-Prince le 10 février 1936, d'une famille aisée, lettrée, humaniste. Gérald et moi étions de la même promotion à St. Louis de Gonzague, de la onzième à la philo. Grand de taille, mince, il était le prototype du parfait athlète. Il excellait dans toutes les catégories sportives pratiquées dans l'établissement des Frères de l'Instruction chrétienne. Son agilité de félin faisait de lui un sportif imbattable et inégalé dans trois domaines en particulier: le saut à la perche, le saut en hauteur et le saut en longueur.

Comme je l'ai mentionné antérieurement, dans cette rubrique même, Gérald Brisson, Adrien Sansaricq, Karl Lévêque, Ernest Caprio, et moi, à l'école, étions un peu "différents" des autres. En effet, de la classe de seconde à la philo nous manifestions certaines tendances à contre-courant de l'ambiance conservatrice de l'institution que nous fréquentions. Nous n'avions aucune formation politique ou idéologique, certes, il n'empêche que nous étions un peu "différents" du reste de la classe. Ainsi, alors que notre professeur de philo s'en prenait bêtement au "péronisme communiste", nous éprouvions une certaine sympathie pour Perón et surtout pour sa femme Evita.

À part ces tendances peu conventionnelles du groupe des cinq, Gérald et moi avions un intérêt marqué pour la musique cubaine de l'époque. Les deux, comme quelques rares autres camarades de promotion, nous écoutions la fameuse station *Radio Progreso* où se présentaient chaque soir de la semaine, le non moins fameux ensemble *Sonora Matancera* et la grande vedette Celia Cruz. Un soir, celle-ci avait été rejointe, lors d'une présentation spéciale, par Martha Jean-Claude pour une interprétation de *Choucoune* et de *Gede zarenyen* que Gérald et moi, le lendemain sur la cour de récréation, n'avions pas manqué de commenter abondamment et joyeusement. Saxophoniste dans la fanfare de l'école, Gérald avait voulu m'intéresser à rejoindre un petit ensemble musical dont il faisait partie, mais n'ayant jamais joué aucun instrument, je m'étais abstenu.



Gérald Brisson sur la Place Rouge à Moscou devant le Mausolée de Lénine



St. Louis de Gonzague. Classe de philosophie: 1954-1955
4ème rangée (en haut) . Gérald Brisson est le premier à partir de la gauche.
3ème rangée: Adrien Sansaricq: le 2ème à partir de la gauche; Frantz Latour, le 4ème; Ernest Caprio est à l'extrême-droite.
1ère rangée (assis). Karl Lévêque (le premier, à gauche avec les lunettes).

Gérald et moi avions fait la section B à St. Louis et de ce fait n'avions pas l'espagnol comme matière d'examen. N'empêche, nous étions tous les deux intéressés à cette revue cubaine, *Bohemia*, dans laquelle nous suivions, entre autres choses, les démêlés des étudiants de l'Université de la Havane avec la police de Batista, tyran que nous détestions cordialement. C'est d'ailleurs dans les colonnes de *Bohemia* que lui et moi avions fait, en quelque sorte, connaissance avec Fidel Castro. Ce dernier, une fois, avait fait la une de la revue alors qu'il était à la tête d'un large contingent d'étudiants qui protestaient contre la violation de l'ambassade d'Haïti par les sbires de Batista qui délogèrent, violemment, des opposants du régime qui y avaient pris asile.

Raymond Magloire, le fils du président Paul Magloire, était notre condisciple depuis la classe de onzième. Gérald et moi connaissions bien les frasques de son père Kansonfè mais n'en parlions pas d'un point de vue strictement politique. Nous ne faisions qu'enregistrer ce que nos parents respectifs, les miens en tout cas, disaient à propos des dérives présidentielles, de la "Petite Junte" formée des militaires jouisseurs proches de Magloire: Lataillade, Perpignan et Péan; des "Twa Bebe", trois coquettes demeures au haut de Turgeau réputées propriété du président Magloire; de la violence exercée, à l'occasion, sur le journaliste estimiste Jean Magloire. Gérald et moi avions l'habitude de faire des gorges chaudes à propos des *zen* politiques qui allaient bon train à Port-au-Prince. Nous avions le sentiment que quelque chose ne tournait pas rond, mais je n'ai toutefois pas souvenance que lui et moi, nous ayons jamais vraiment discuté de politique.

Mes rapports avec Gérald m'ont laissé le souvenir d'un jeune homme généreux, toujours prêt à aider et qui était déjà sensibilisé à certaines difficultés de la condition humaine. En ce sens, il avait un penchant évident pour les *malere* de son pays, les *descamisados* d'Evita Perón, les petites gens dont il voyait le calvaire à travers des familles nécessiteuses qui cherchaient de l'aide auprès de nos parents mieux lotis dans la vie. Rétrospectivement, je me rends compte qu'avant même de se lancer dans un combat politique inspiré de principes marxistes, Gérald était partie prenante, avant la lettre, de la *Belle Amour Humaine* née du plus bel humanisme de Jacques Stéphen Alexis.

Nos études terminées à St. Louis de Gonzague, nous ne nous sommes pas revus. Par l'intermédiaire d'un proche camarade à la Faculté de Médecine, feu Yves François Flavien, j'ai su que Gérald était avocat et qu'il avait participé à la création du Parti d'Entente Populaire (PEP) à l'initiative de Jacques Stéphen Alexis, vers la fin de 1959. C'est d'ailleurs Flavien qui m'avait initié aux idées de gauche. Manifestement, Gérald m'avait nettement devancé en matière de politique et de choix idéologique. C'est sans doute à cause d'activités jugées "subversives" par les autorités de l'époque qu'il fut arrêté, maltraité par la police, et expulsé du pays en janvier 1960.

Éventuellement, Gérald Brisson est parti en Union Soviétique où il a décroché un doctorat en économie à la Faculté des Sciences Economiques de Moscou. Après un séjour à Cuba, il aurait quitté La Havane en 1966 pour Paris d'où il s'est rendu en Haïti pour mener la lutte contre la tyrannie sanguinaire de Duvalier. Apparemment, quatre groupes opéraient dans la clandestinité: l'un à Fontamara, un second à Cazale, un troisième à Bouthilliers, un autre à la ruelle Nazon dont faisaient partie Gérald Brisson et Daniel Sansaricq. On peut soupçonner que les communications entre les quatre groupes de militants révolutionnaires ne devaient pas être faciles.

Une trahison à mettre au compte d'un certain Franck Eyssalem "formé en Israël ... [étrangement] coordonnateur général du mouvement" fit avorter l'entreprise révolutionnaire qui espérait en finir avec l'atroce nuit de violence et de barbarie de François Duvalier. La maison où se trouvait Gérald Brisson fut encerclée le 2 juin 1969 et l'assaut donné. Ce fut un massacre au cours duquel Gérald se défendit bravement, héroïquement, les armes à la main. Mortellement blessé et sans doute à court de munitions, il est finalement tombé au champ d'honneur. Selon certains témoignages, il aurait rendu l'âme aux casernes Dessalines le même jour. Il était âgé de 32 ans.

Notre propos, ici, n'est pas de disséquer les raisons de cet échec qui fut aussi celui des trois autres groupes, particulièrement celui de Cazale qui donna lieu presqu'à un génocide. Notre propos est plutôt de saluer la mémoire d'un courageux patriote, marxiste convaincu, militant actif motivé par de nobles idéaux de solidarité, d'humanisme, de progrès, de partage équitable des ressources et de grandeur de la Patrie renouant, dans la souveraineté, avec l'héritage révolutionnaire dessalinien.

Magnanime, passionnément et profondément ancré dans son engagement révolutionnaire, impatient d'en finir avec la honte, l'obscurantisme et l'opaque obscurité duvaliériste, Gérald Brisson est mort, sans doute terrassé par l'inattendu de l'assaut donné par la soldatesque macouto-militaire, le coeur éclaté en mille morceaux d'impuissance de n'avoir pas pu conduire à terme une entreprise généreuse qui eût pu être victorieuse, libératrice et annonciatrice d'une seconde indépendance.

Le jour viendra où le peuple haïtien, révolutionnaire, victorieux, réservera, au panthéon de la reconnaissance nationale, une place méritée à ses héros et martyrs morts pour la cause suprême de l'émergence d'une Haïti souveraine, d'un peuple souverain qui fera bel accueil à notre immortel révolutionnaire marxiste, Gérald Brisson.

---

es socialistes mixtes, l'économie est toujours essentiellement capitaliste et le système communautaire ne produit qu'une très petite partie du PNB.

De plus, ces associations communautaires sont parfois en conflit avec le gouvernement bolivarien. Ou entre elles. "Il ne suffit pas d'être un collectivo pour être révolutionnaire, tout comme un membre ou un leader du PSUV ne signifie pas qu'ils sont de solides défenseurs du mouvement collectif". Dans la construction du socialisme, la dichotomie "l'Etat du dessus" versus "le peuple d'en bas" , doivent marcher ensemble car "L'État n'est pas par nature un pouvoir hostile étranger régnant sur le peuple. Son rapport avec le peuple dépend de quels intérêts il défend: ceux de l'élite propriétaire, comme dans la plupart des pays du monde et la plupart de l'histoire, ou ceux des masses ouvrières et des pauvres".

[http://www.counterpunch.org/2016/12/30/venezuelas-communal-movement/]

[https://www.versobooks.com/books/2337-building-the-commune]

Personne n'a jamais dit que c'était simple d'instaurer un véritable socialisme. Ce qui est certain est que l'opposition – la Mesa de la Unidad Democrática, MUD – a la vie bien plus facile car elle a un but très clair: le projet néo-libéral avec le ferme soutien des Etats-Unis. C'est pourquoi, depuis sa victoire électorale parlementaire de 2015, elle évite de parler de programme lequel serait très probablement fort anti-populaire avec la privatisation totale de l'économie et des accords douloureux avec le FMI, tout à fait à l'image de la Grèce agonisante. Sans parler qu'elle rassemble une volée de partis dont le seul dénominateur commun est l'opposition au chavismo.

Parlant d'élections, dans ce domaine également la révolution bolivarienne a laissé intact ce pilier de l'Etat bourgeois. Au point que le Carter Center de l'ancien président étatsunien qui a observé pendant 13 ans sur place le processus électoral, a déclaré qu'il était "le meilleur au monde". Ce qui lui a valu de fameuses attaques de la part de la presse commerciale occidentale, bien que l'OEA, l'Union Européenne, des milliers d'observateurs nationaux et des centaines de moniteurs internationaux de l'Union des nations sud-américaines et d'autres groupes "aient pareillement reconfirmé à plusieurs reprises l'intégrité du système électoral vénézuelien", tel que rapporté par Lauren Carasik, professeur de droit et directrice du Centre de droits humains internationaux à la faculté de droit de la Western New England University.

[http://foreignpolicy.com/2013/05/07/jimmy-carter-gets-it-wrong-on-venezuela-again/

http://america.aljazeera.com/opinions/2015/11/venezuelas-electoral-system-is-being-unfairly-maligned.html]

(À suivre)

La transition cubaine se précise !



Raúl Castro et Miguel Díaz-Canel.

Par Marie Laurette Numa

Comme nous avions pu le constater, le 1er mai dernier à Cuba le président cubain Raul Castro n'a fait aucun discours traditionnel en cette circonstance. Le révolutionnaire de 85 ans prépare sans doute sa retraite et devrait se retirer du pouvoir en février 2018 prochain.

Il a certes participé à toutes les cérémonies officielles aux côtés de son successeur Miguel Diaz-Canel Bermudez, 56 ans, membre du Parti communiste cubain et Premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres.

Signalons également qu'à la cérémonie d'investiture du président Equatorien Lenin Moreno Garcés le 24 mai à Quito, c'est le Premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres de Cuba Diaz-Canel qui a eu le privilège de conduire la délégation cubaine.

Le scénario pour détruire la Révolution bolivarienne a été écrit depuis Washington

Par Sergio G. Gallo

La dimension symbolique est l'un des principaux facteurs pour assurer le succès des opérations de guerre non conventionnelle, notamment à travers la fabrication de la réalité par les médias

DÉSOBÉIR aux lois, créer un gouvernement parallèle, organiser des institutions économiques alternatives, harceler des fonctionnaires publics, détruire des bâtiments, saisir des biens, occuper les rues, empêcher des événements sociaux, boycotter les élections, perturber le fonctionnement des écoles, falsifier les identités, rechercher l'emprisonnement, faire la grève de la faim et surcharger les systèmes administratifs de l'État.

Tous ces agissements ne sont que quelques-unes des 198 méthodes visant à renverser des gouvernements, proposées voilà plus de 40 ans par le spécialiste en coup d'État de la CIA, Gene Sharp.

Il s'avère difficile de trouver une seule de ces techniques qui n'ait pas été expérimentée contre la Révolution bolivarienne au Venezuela.

Les dernières années de mandat du président Nicolas Maduro ont été particulièrement intenses pour avoir résisté à la guerre non conventionnelle, sur laquelle s'appuient les doctrines de manipulation psychologique, les manifestations sociales, les coups d'État et la lutte armée.

Contrairement aux affrontements traditionnels, la guerre non conventionnelle se fonde sur le renforcement de l'affrontement entre les autorités et les citoyens, en vue de priver le gouvernement de sa capacité de leadership et de le renverser sans l'intervention de forces militaires étrangères.

Sans doute l'exemple le plus clair est-il l'opération lancée par Washington et d'autres puissances occidentales contre le gouvernement de Mouammar Kadhafi en Libye. Les bandes d'opposition, armées et pilotées depuis l'étranger, se chargèrent de faire le sale travail sur le terrain, alors que l'OTAN les appuyait depuis les airs et que les médias internationaux manipulaient les faits face à l'opinion publique.

Le Venezuela, un cas d'école

Dès l'éventualité de l'arrivée au pouvoir d'un leader souverain comme le président Hugo Chavez dans ce pays – qui dispose des plus grandes réserves prouvées de pétrole du monde –, la stratégie visant à provoquer sa chute fut mise en marche.

La particratie corrompue de la 4e République étant complètement discréditée, les premières étapes furent consacrées à organiser une nouvelle opposition et capter de jeunes chefs de file. C'est l'Agence des États-Unis pour le développement (USAID) qui se chargea de canaliser les fonds nécessaires à la création des partis et d'entraîner nombre des dirigeants de l'actuelle coalition Table de l'unité démocratique (MUD).

Les manuels des Forces d'opérations spéciales des États-Unis, telle la Circulaire d'entraînement 18-01, définissent sept étapes distinctes dans la guerre non conventionnelle. Les premières sont consacrées à la « préparation psychologique » pour soulever la population contre le gouvernement et au « contact social » des agences et des services spéciaux avec leurs agents sur le terrain. La suite va de l'accroissement des opérations anti-gouvernementales à la « transition », au cours de laquelle le gouvernement national perd le contrôle du pouvoir.

L'échec du coup d'État de 2002 n'a pas suffi à faire renoncer à l'idée de « chauffer la rue ». Chavez dut faire face à des manifestations et à des actes de sabotages en tout genre jusqu'à son dernier jour.

Avant même le décès du leader bolivarien, en mars 2013, et la relève prise par Nicolas Maduro, la droite et ses conseillers avaient activé les étapes les plus agressives de la guerre non conventionnelle, dans l'espoir de donner le coup de grâce à la révolution.

Plus que des violences de rue

On peut comparer le niveau de radicalisation des manifestations de ces dernières semaines au Venezuela à celui des guarimbas (violences de rues) qui eurent lieu en février 2014, dont le bilan s'éleva à 43 morts et plus de 800 blessés.

À l'époque, les extrémistes qui s'étaient abrités derrière de soi-disant protestations d'étudiants, avaient tendu des câbles qui avaient décapité des motocyclistes. Les dommages aux biens publics s'étaient élevés à des millions de dollars. Leurs objectifs : semer la panique et paralyser le pays.

Mais cette nouvelle vague de violence se révèle bien mieux organisée et plus étendue. Certaines scènes rapportées depuis ce pays d'Amérique latine défient toute logique.

L'attaque de bandes armées de l'opposition contre l'hôpital maternel infantile Hugo Rafael Chavez Frias, où étaient hospitalisés 54 enfants, pourrait être qualifié de crime de guerre face à n'importe quel tribunal international.

Dans les manifestations incessantes, il est facile d'identifier des groupes organisés, armés de boucliers, de masques à gaz et d'armes blanches. Si ces protestations sont pacifiques, comme l'affirment certains, on peut se demander pourquoi ces jeunes y vont préparés pour livrer une guerre.

Une vidéo publiée récemment par les autorités vénézuéliennes montre une douzaine de jeunes encagoulés préparant des cocktails Molotov durant une marche à Altamira, une zone aisée de l'est de Caracas.

Après la capture de Nixon Leal, un individu violent en relation avec plusieurs dirigeants de la MUD, le vice-président vénézuélien, Tareck El Aissami, a présenté des preuves de la formation des bandes armées aux fins de se lancer dans un affrontement ouvert dans la capitale et d'autres grandes villes du pays, en suivant les étapes de la guerre non conventionnelle.

Les menaces contre les autorités ne sont pas seulement physiques, elles s'attaquent également à leur dignité. L'une des dernières stratégies consiste à utiliser des excréments humains pour fabriquer des bombes appelées « puputovs ».

Guerre symbolique et faux positifs

La dimension symbolique est l'un des principaux facteurs pour assurer le succès des opérations de guerre non-conventionnelle, notamment à travers la fabrication de la réalité par les médias, plus encore dans des sociétés hyperconnectées où nombreux sont ceux qui utilisent les réseaux sociaux pour savoir ce qui se passe à quelques centaines de mètres de chez eux.

Parfois, avec une intensité plus marquée que dans les rues elles-mêmes, le cyberespace vénézuélien ressemble à un champ de bataille où il est difficile de faire le tri entre les vraies informations et ce que les autorités ont qualifié de « faux positifs ».

Ce mois-ci, la photo de deux jeunes Vénézuéliens nus, attachés à un arbre dans l'État de Tachira, et portant des traces de sévices physiques a fait le tour du monde. Plusieurs médias internationaux, y compris d'Amérique latine, ont rapporté la nouvelle comme le résultat de violences perpétrées par des « bandes » chavistes. Or, il se trouve que ce fait concernait des délinquants communs de la localité, qui avaient décidé de rendre justice eux-mêmes.



Les manifestations au Venezuela témoignent du degré de radicalisation et d'organisation caractéristiques d'une opération de guerre non-conventionnelle

La sélectivité de la grande presse internationale sur les faits à rapporter est également utilisée comme une arme d'attaque. Le jour où trois millions de personnes se sont rassemblées pour soutenir le gouvernement de Nicolas Maduro dans les rues de Caracas, les unes des principaux journaux numériques et journaux du monde étaient consacrée aux manifestations de l'opposition, auxquelles l'assistance était beaucoup moins nombreuse.

Dans le cadre de la doctrine de la guerre non-conventionnelle figure également la création de symboles auxquels tout public peut s'identifier. L'image d'une femme vêtue d'un drapeau vénézuélien face à un véhicule anti-émeute de la Garde nationale bolivarienne a été publiée en boucle pour faire d'elle une icône des manifestations.

Autre exemple : le nombre de caméras présentes autour du jeune homme qui jouait du violon durant une manifestation de l'opposition nous amène à douter qu'il s'agissait d'une action spontanée et non d'un montage soigneusement préparé.

La « sortie »

La droite vénézuélienne, traditionnellement fragmentée du fait de ses ranc?urs personnelles et ses appétits de pouvoir, est cependant une fidèle adepte du scénario « non conventionnel » prévu par les manuels élaborés à Washington. La violence a été son seul élément rassembleur.

L'appel constant aux manifestations de rue, même si ces rééditions des guarimbas ont coûté la vie à une quarantaine de personnes, ainsi que son refus de participer à l'Assemblée constituante, démontrent une fois de plus que « la sortie » que l'opposition vise pour son pays passe par la destruction de la Révolution bolivarienne, qu'elles qu'en soient les méthodes et les conséquences.

Dans les rues du Venezuela, ce qui est en jeu, c'est bien plus que la poursuite du processus social amorcé par Hugo Chavez, qui a transformé pour toujours la réalité de ce pays au bénéfice des plus démunis.

Le succès de la stratégie de l'opposition établirait une référence néfaste sur l'usage de la guerre non conventionnelle et viendrait s'ajouter à la liste des coups d'État, des interventions militaires et des opérations secrètes qui portent le sceau de Washington en Amérique latine.

Granma 24 mai 2017

continued from page (8)

Du côté des sciences humaines et sociales dites « normales », nous avons une conception de l'enfant réduite à sa plus simple expression « en-fants » soit à l'état de rejet social, de problème immédiat ou d'inachèvement. Ainsi, fait-on de l'enfance un ensemble de besoins et d'exigence tels que le besoin d'hygiène et d'éducation. Hygiène, parce qu'il englobe tout ce qui est médical, psychologique et physiologique, tandis que l'éducation englobe l'affectivité, le développement, l'intellect et la socialisation. Or, parler de l'enfant impliquerait de prime abord de parler d'un acteur social. Tandis que, les auteurs qui se revendiquent de la sociologue ou de l'anthropologue, voire de l'éducation et qui abordent la question de l'enfance font face à un véritable obstacle étranger à l'ordre méthodologique.

Si les sciences humaines et sociales sont si réfractaires à la notion de l'enfance, c'est parce qu'elles minimisent les pratiques et l'expérience des enfants. Les auteurs qui s'opposent à cette vieille tradition risquent d'être considérés comme étant des protectionnismes maternels. Pour ces « sciences dites normales », il est impropre de parler de *culture enfantine* faisant référence à *un ensemble de savoirs et savoir-faire, qui s'apprend au sein du groupe d'âge g*râce à une complicité permettant l'initiation [5] (J. Delalande 2003) ou d'expérience propre à l'enfant, ou tout simplement de considérer l'enfant comme objet de science.

L'enfant dans le contexte social et éducatif haïtien.

S'il est rare de croiser le chemin de l'enfant dans l'histoire de l'éducation haïtienne, c'est parce que celui-ci n'a jamais existé en tant qu'acteur. On constate que malgré les intérêts grandissants pour les domaines de l'éducation en Haïti, les chercheurs font très peu attention à l'enfant en tant qu'objet de recherche. Jusqu'en 2012, la Première Dame a déclaré à l'occasion des manifestations commémoratives du jour de l'Enfant: *on se plait à le répéter, l'adulte de demain est un enfant vieilli* [6]. Il existe par ailleurs un « petit objet » appelé « élève » qui a toujours été sous les contraintes d'une discipline assez rigoureuse où les moindres faux pas sont soit sanctionnés d'exclusion ou d'incarcération de force à maison centrale cent ans plus tard.

Art. 17. - Tout élève d'une insubordination habituelle sera rayé du tableau des élèves de l'établissement auquel il appartient. En cas de faute ou d'immoralité, il sera en outre exclu de toute autre école publique, et les garçons internés de force à Maison Centrale. [7]

Loi sur l'instruction publique (Octobre 1901), Chapitre IV. (Des écoles primair

Dans certaines écoles, on peut encore constater des méthodes extrêmement contraignantes pour imposer des savoirs et de la bonne manière aux enfants. Des salles de classes peuvent atteindre jusqu'à 100 élèves pour une surface de 12 à 15 mètres carrés. Les classes pré-scolaires et les garderies ne sont pas prises en compte par le système éducatif national et restent à la merci des partenaires privés parfois dans des conditions exécrables. L'enfant n'a jamais existé en tant que tel dans le système éducatif haïtien, il en est de même dans le sphère socio-politique. Il a toujours été un problème social urgent à gérer dans le pays tels que: le problème des enfants placés (plus de 50000), de l'adoption (2000/an) [8] et surtout le fléau des enfants *Restavek* qui a marqué les siècles passés.

Après d'importantes batailles des organisations nationales et internationales menées sur le sol haïtien, le problème demeure à l'exemption de l'urgence qui se déplace progressivement vers un problème social plus féroce qui est celui des enfants dans les rues, de la rue et des rues de Port-au-Prince qu'on compte aujourd'hui par millier et souvent dépourvue d'identité et ne peut donc jouir d'aucun droit. Les politiques de la protection de l'enfance gèrent cette urgence de façon ambivalente, à savoir protéger les enfants en danger et punir les enfants jugés dangereux. Là encore l'enfant n'est pas pris en compte pour lui même, il est pris à la fois pour un problème et pour une urgence. Ainsi, parlant de l'enfant comme un groupe social au poids démographique important, c'est confondre l'existence de l'enfant à un groupe social marginal qui n'existe qu`à travers les structures institutionnelles, ce qui implique vulnérabilité et capacité réduite ; donc inférieur à l'adulte. Cependant, on ne doute plus aujourd'hui que la question de l'enfance incluant le problème de l'éducation est une urgence en Haïti et doit forcement prendre en compte les récentes réflexions sur l'évolution de la question

En guise de conclusion.

L'enfant est-il victime de sa taille ou de sa trop courte durée dans le développement humain ou tout simplement parce qu'il n'est pas reconnu comme un acteur et artisan de son espace social (Régine Sirota 2012) [9]? Philippe Ariès a montré que l'enfance a été pendant longtemps une construction dont les conceptions bougent à travers l'évolution de la vie de famille. L'enfant en investissant certaines espaces comme la vie économique, l'art et la famille sous l'ancien régime a fini par avoir un espace propre à lui-même. Depuis, cette tendance n'arrête pas d'évoluer et l'enfant est aujourd'hui un système de mesure de n'importe qu'elle société.

En effet, questionner l'enfant à travers les institutions éducatives et sociales en Haïti permet d'une part, d'interroger l'état des rapports humains qui existent aujourd'hui dans ces institutions, d'autre part, d'interroger l'enfant en tant que lui-même et acteur dans cette société. De ce fait, la question de l'enfance doit être reconsidérée dans tous les domaines et surtout celui de l'éducation. Redéfinir l'enfant comme un acteur social et en pleine capacité d'interagir permettrait de relancer des débats autour des institutions du pays qui sont devenues intouchables par la force du temps, à savoir la famille, l'école, les rues et les espaces publics afin de pouvoir engager d'autres rapports dans les relations enfants-adultes et repenser les domaines dans lesquels l'enfant est sollicité en permanence.

Notes

1.. Yveline Levy-Piarroux (1985), Un enfant, Kekseksa? In: Espaces Temps, 31-32,. L'enfant n'existe pas. Approche d'une condition humaine. pp. 4-13

2.. Idem (U E, Edition 1968). In. Yveline L-P (1985)

3.. C. Freinet (1964), les invariants pédagogiques.

4… Idem. Yveline (1985)

5… Delalande J., 2003, « Culture enfantine et règles de vie. Jeux et enjeux de la cour de récréation », Terrain, n° 40, pp. 99-114.

6… Institut du Bien-Etre Sociale et de Recherche (2012), La protection de l'enfance: législation nationale et internationale. Préface de Mme Sophia MARTELLY (Première Dame 2011-2016).

7… Loi sur l'instruction publique (Octobre 1901), Chapitre IV. (Des écoles primaires), Art. 17.

8… Op., Cite., Institut du Bien-Etre Sociale et de Recherche (2012)

9….Régine Sirota (2012), l'enfance au regard des sciences sociales.


MTA
NEW YORK
E-ZPASS
EMPIRE STATE

continued from page (7)

social et économique des *collectivités territoriales*. Il demeure tout à fait indifférent aux dangers qui émergent des *crises écologiques* et qui menacent la survie de l'*espèce humaine*. L'insouciant augmente ses dividendes. Et thésaurise. Alors qu'il est concerné comme tous les terriens par les catastrophes naturelles qui résultent de la dégradation de l'environnement.

En Haïti, 3 millions d'individus de toutes les catégories sociales s'entassent dans une cité grouillante, une capitale étouffante, engloutie sous des tonnes de déchets ménagers et industriels. Les « *bourgeois compradores* » ferment les yeux et se bouchent le nez. Ils ne sont pas concernés par les problèmes des inondations à *Martissant*, dans le Sud et dans la *Grand-Anse*. Ils possèdent leur résidence principale en *Floride*, en *Guadeloupe*, en *Martinique* et en *République Dominicaine*. Leurs capitaux sont exilés dans les paradis fiscaux, loin des griffes de la *Direction générale des impôts* (DGI). Ils n'habitent pas en Haïti. Ils viennent y travailler. Chaque vendredi après-midi, ils prennent l'avion en direction de la Floride. Et retournent dimanche au crépuscule du soir. Quand la République d'Haïti aura touché le fond véritable de la déchéance, franchi la limite irréversible de la déliquescence, les *immigrants arabes* qui n'ont jamais soutenu la *production nationale*, aidé l'État à mettre l'île sur la route du *développement durable*, repartiront vers d'autres cieux où ils pourront continuer à *engraisser leurs dividendes*.

Les manufactures ont remplacé les plantations coloniales

N'est-il pas tout à fait absurde de croire, – *comme l'inculte Jovenel Moïse et ses guépards* –, que l'expansion des industries de sous-traitance extirpera les paysans de la Grand-Anse des grottes, des cavernes qui les abritent des pluies diluviennes après le passage foudroyant, dévastateur de l'ouragan Matthew? L'ouverture d'une nouvelle zone franche à Cabaret a pour unique but de prolétariser les paysans de la plaine de l'Arcahaie et d'ouvrir encore plus grandes les portes du marché national à l'importation des denrées alimentaires *made in United States*. Le travail de la terre va être abandonné au fur et à mesure. Le petit cultivateur s'appauvrira davantage avec un salaire minimum de 300 gourdes. Bientôt, il y aura un flux migratoire vers la « *ville-mère* » du bicolore national. Avec ces genres d'initiative, c'est le processus de destruction de la « *paysannerie saine* » qui se poursuit allègrement. Là où il faut pleurer, la *population marginale* doit se garder de rire et d'applaudir.

Un pays victime de ses élans de solidarité internationale

Enfant, nous vîmes un Libanais fin et long comme un crayon à mine descendre d'un bateau battant pavillon bahamien sur le wharf des Gonaïves. Il était dans la trentaine. Selon les apparences. Il n'avait aucun bagage. Personne ne l'attendait. Il se présenta à la douane portuaire et ressortit quelques bonnes minutes plus tard. L'étranger longea la grand-rue à pas cadencés en direction du petit hôtel qui se trouvait en face de la caserne Toussaint-Louverture. Par la suite, nous le croisâmes plusieurs fois avec la chemise blanche et le pantalon noir qu'il portait le jour de son arrivée. En moins de 3 mois, l'individu tenait un magasin de tissus et de chaussures sur la place du marché. Il siégeait déjà parmi le clan restreint des notables. Il choisit une épouse de même origine ethnique que lui et se fonda parmi les riverains. Après quelques années, l'homme venu des régions montagneuses du Liban fit fortune. Comme tous les syriens, les juifs, les palestiniens, qui étaient arrivés dans la ville avant lui.

Le service de l'immigration d'Haïti est très tolérant. Il ne refoule pas les étrangers qui cherchent à obtenir l'asile pour des raisons politiques, économiques et religieuses. Les expatriés, quelle que soit leur appartenance culturelle, quel que soit leur lieu de provenance, ne se font pas chasser ou emprisonner en franchissant les frontières maritime, aérienne ou terrestre de la République. Ils sont accueillis à bras ouverts. Même sans passeport, même sans visa, ils arrivent à obtenir une autorisation de séjour temporaire ou permanent sur une « *terre de liberté* » qui défend les principes sacrés de la « *libre circulation* » des êtres humains sur la planète. Les obstacles frontaliers entre les États sont historiques. Ils ne remontent pas à la genèse de la « *Création* ». D'ailleurs, il n'y avait pas d'institution étatique. Le concept de société, incluant le *droit positif* et tout ce qui s'y réfère n'était même pas parvenu au stade de l'embryogenèse. On ne parlait pas encore de *structure sociétale organisée*. Les philosophes contractualistes désignaient cette époque par la locution substantive de « *l'état de nature* ». Ceux-là qui ont érigé les barrières matérielles entre les peuples ont entaillé les préceptes moraux qui caractérisent fondamentalement l'existence humaine. Nous avons été créés pour vivre ensemble. Pour nous entraider. Pour nous interprotéger. Aucun citoyen ne devrait bénéficier des privilèges de statut social, d'appartenance raciale, d'origine familiale par rapport à un autre. « *Memento, homo, quia pulvis es, et in pulverem reverteris*. » (Souviens-toi homme que tu es poussière et que tu retourneras dans la poussière.) Ma grand'mère, par ironie, faisait toujours remarquer qu'elle n'a jamais vu un château suivre son défunt propriétaire au cimetière. Les « *vivants raisonnables* » entrent dans l'existence nus comme un vers, ils en sortent avec un cercueil. Seules leurs « *bonnes actions* » comptent et servent d'« *exemples* » à ceux qui les remplacent.

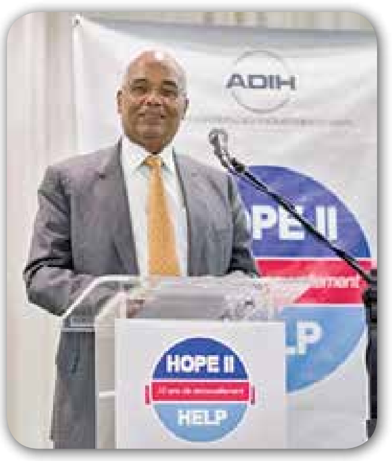
L'écrivain Bernard Diederich [7] a rencontré récemment à Port-au-Prince des journalistes, des professeurs et des étudiants haïtiens, après la signature de son récent ouvrage sur le règne politique des Duvalier : « *Le Prix du Sang. La résistance du peuple haïtien à la tyrannie…* » L'ex-ministre de la communication et de la culture de Jocelerme Privert, Marcus Garcia, modérait les échanges à caractère discursif. L'essayiste a avoué que le bateau sur lequel il voyageait, faisait escale en Haïti, lorsqu'il prit la décision de planter sa tente à la capitale et d'y prendre femme. Il était séduit par la beauté du paysage et par l'accueil chaleureux qui lui fut fait.

Le gouvernement dictatorial exigea le départ du Zélandais le 26 avril 1963. Cette date correspond à l'une des journées de sang qui étampent Port-au-Prince dans l'historiographie universelle.

Ce n'est pas étonnant

Le gouvernement de Jovenel Moïse appuie sans réserve le secteur patronal qui a financé sa campagne électorale à coups de plusieurs millions de dollars récoltés dans des opérations de *malversations financières*. Sans écarter, bien sûr, le *trafic de la drogue* et le *blanchiment de l'argent sale*. Le « *gérant* » de l'*Agritrans* a atteint son but. Il doit maintenant passer au guichet des « *bailleurs* » intransigeants pour *régler les factures de sa présidence frauduleuse*. Entretemps, son entreprise a été démasquée en tant que *création bidon* qui a aidé l'équipe gouvernementale précédente des « *crânes rasés* » à déposer près de *15 millions de dollars US* de plus dans le panier des vols et des détournements de fonds qui lui sont attribués. L'un des membres influents du cabinet de Jovenel Moïse, l'ex-ministre des finances du « *parti rose* », Wilson Laleau, a déjà été entendu par le Parquet dans le cadre d'une enquête diligentée pour clarifier une affaire de « *gâchis administratifs, de détournements des fonds PetroCaribe et de dilapidation des caisses de l'État* ». Le scandale financier est classé sans suite. Et ce n'est ni le premier. Ni le dernier.

Au lendemain de la confirmation de sa « *nomination à la présidence* » par Léopold Berlanger, Jovenel Moïse est apparu tout ému et tout souriant aux côtés de Marc Antoine Acra, lui-même aussi accusé dans une affaire de « *drogue sucrée* ». Cette « *tête de linotte* » n'avait-elle pas laissé échapper « *qu'il est tout à fait normal pour quelqu'un qui travaille de devenir millionnaire* ». De quel type de « *travail* » le « *petit paysan prétentieux et inculte* (PPPI) » – *sans insulter nos courageux et intelligents compatriotes des campagnes qui nous ont donné le grand Dumarsais Estimé* – parlait-il ? **Vendre des stupéfiants, blanchir de l'argent sale**? Car dans quel coin du monde a-t-on déjà vu des pauvres travailleurs et journaliers intégrer le rang puissant des millionnaires et des milliardaires, ces individus ventrus, intouchables qui tiennent le monde dans la paume de la main, qui se prélassent au bord de leur piscine bleutée, qui s'exposent sur les plages du Maroc, du Brésil, de la République dominicaine, du Mexique,



Georges Barau Sassine, un ami personnel de Jean-Claude Duvalier, et qui dirige actuellement l'Association Des Industries d'Haïti (ADIH)

de la Floride, en compagnie des créatures débauchées qui éclatent de beauté comme *Hélène* ou *Adonis*, et qui scintillent dans les nuits orgiaques comme la couronne du roi Salomon? Dire que l'on trouvera encore des « *timorés* » qui viendront faire la *leçon de respect* des « *autorités politiques* » aux citoyennes et aux citoyens dégoûtés et révoltés!

Quel sentiment de « respect » peut-on manifester envers des *rois*, des *présidents*, des *sénateurs*, des *députés*, des *premiers ministres*, des *ministres*, des *directeurs généraux* qui dévalisent l'État et qui jettent leurs concitoyens dans les flammes de la misère? Comment peut-on s'agenouiller devant des *cardinaux*, des évêques, des *prêtres*, des *pasteurs*, des *imams*, des *moines* qui prostituent leur foi, salissent leur conscience, ridiculisent leur croyance et qui gomment leur dignité en appuyant inconditionnellement l'«*oligarchie des loups* » qui dévorent les « *Blanquette* » sans défense? Saurait-on exiger des *militants de la lutte pour la libération* de toutes les « *Cosette* » de se courber devant les « *Thénardier* » du monde et de baiser leurs mains souillées de méchanceté et d'*injustice* ?

Mencius, le philosophe chinois reconnaît : « *Quand un chef d'État traite ses sujets comme la mauvais herbe et la saleté, alors ses sujets doivent le traiter comme un bandit et un ennemi*. »

Nous refusons d'appeler ce Jovenel Moïse « *président de la République d'Haïti* ». Les autorités judiciaires attendent impatiemment le moment de mettre le grappin sur l'homme et de le juger pour des crimes reconnus très graves. Comment Évinx Daniel, le parrain de la mafia du Sud et de la Grand-Anse a-t-il disparu? Que savent le prisonnier Guy Philippe et le délinquant Jovenel Moïse à propos de cette affaire embarrassante qui va jusqu'à troubler le sommeil de l'ancien empereur *Lucius Aurelius Commodus* ? Le procès de Moïse pourra-t-il esquiver ces interrogations? Le peuple haïtien crie : « *Luceat lux* ». Et les citoyens gardent toujours l'espoir que la lumière de la « *vérité* » finira certainement par luire sur les ténèbres du « *doute* ». Grâce au « *Parlement* » mal constitué et croupionné par les ambassades, Jovenel Moïse a déstabilisé toute la structure organique de l'*UCREF*. En révoquant le mandat du juge Sonel Jean-François, l'écervelé espère bêtement se soustraire à une *poursuite judiciaire*? Il se trompe. L'État est permanent. N'importe quel gouvernement choisi effectivement par le peuple pourra faire appel à Me Jean Danton Léger, à Me Sonel Jean-François, de sorte qu'ils puissent reprendre le « *dossier brûlant* » là où ils ont été contraints de le laisser. La partie est donc seulement remise.

Pour que le mouvement ouvrier triomphe

Le combat qui oppose les ouvrières et les ouvriers de la sous-traitance doit être soutenu par toutes les *couches sociales progressistes* de la vie nationale. Le salaire minimum d'Haïti est catalogué comme étant le plus bas sur le continent américain. Si les grévistes reculent devant le *patronat avide*, *vorace*, *malhonnête*, c'est la *guerre* qu'ils perdront. Et non pas un *combat*. Comme ils le disent bien : **ils n'ont rien à perdre**. Au contraire, ils sont en train de faire pencher la *balance des rapports de force* en leur faveur. Il faut que les *journalistes avant-gardistes locaux* accompagnent les camarades sur le chemin de leurs *revendications*. L'*ADIH* cherchera par tous les moyens à transformer les « *chômeurs chroniques* » en « *briseurs de grève* », afin de *désolidariser* et de *diviser* les *populations nécessiteuses des bidonvilles*.

Le jour où le montant du *salaire minimum* se sera mondialisé comme le « *capital* », il n'y aura plus de *délocalisation des entreprises bourgeoises*. C'est vers cette direction que le *syndicalisme international* doit commencer à regarder, afin de permettre aux *masses prolétariennes* de jouir favorablement des *retombées bénéfiques de leur force de travail*. En attendant ce « *Jour* » où les *moyens de production* seront effectivement réappropriés.

Robert Lodimus

Notes et références

[1] Jack Barnes, *Malcom X, la libération des Noirs et la voie vers le pouvoir ouvrier*.

[2] Radio Kiskeya, *Di'm m'a di w*.

[3] Placide Gaboury, *Pas la charité, mais le partage*.

[4] Rapporté par Jack Barnes, *Malcom X, la libération des Noirs et la voie vers le pouvoir ouvrier*.

[5] Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*.

[6] André Comte-Sponville, *Le capitalisme est-il moral*?

[7] Bernard Diederich et Al Burt, *Papa doc et les tontons macoutes*.

Brésil : le président accusé de corruption, la rue demande de nouvelles élections

Par RACHEL KNAEBEL



Manifestation contre le président brésilien Michel Temer soupçonné de corruption, le 21 mai 2017 à Rio de Janeiro

Cela fait à peine plus d'un an que la Câmara brésilienne, la chambre basse du Parlement, a voté la destitution de l'ancienne présidente élue, du parti des travailleurs (PT), Dilma Roussef. Aujourd'hui, c'est le président intérimaire, Michel Temer, qui est sur un siège éjectable.

Issu d'un parti de droite (PMDB) et ancien vice-président de Roussef, il a pris la place de président, sans élection, après le coup d'État parlementaire, orchestré par la droite et l'extrême droite en 2016. De nouvelles révélations divulguées ce 17 mai mettent aujourd'hui directement en cause Michel Temer dans l'immense scandale de corruption qui ébranle le pays. Il pourrait même être accusé d'obstruction à la justice.

Directement mis en cause, Temer refuse de démissionner

Dans les nouveaux enregistrements rendus publics, Michel Temer est en conversation avec le chef d'une grande entreprise agroalimentaire brésilienne, JBS. Ce grand producteur de viande est aussi mis en cause dans une vaste affaire de vente et d'exportation de viande avariée qui a éclaté au Brésil ce printemps. Le patron de l'entreprise explique au président comment il soudoie l'ancien député (de droite) Eduardo Cunha, pour éviter qu'il ne fasse des révélations aux enquêteurs. C'est Cunha, alors qui était Président de la chambre des députés, qui avait initié la procédure de destitution contre Dilma Rousseff. Il a été condamné en mars à 15 ans de prison pour corruption.

Le 18 mai, le témoignage filmé du même entrepreneur à la justice a été rendu public. Il y raconte les discussions avec un proche du président Temer pour négocier le paiement d'une commission au chef de l'État en échange d'une décision favorable de la part de l'administration de règlementation de la concurrence.

Suite à ces révélations, une enquête a été ouverte contre le président intérimaire. Même si ces éléments l'impliquent directement, Temer a dénoncé un prétendu complot, refusé de démissionner, demandé la levée de l'enquête et attaqué la véracité des enregistrements. Sa position est toutefois de plus en plus fragile. Il a déjà perdu le soutien d'un des partis politiques représentés au Parlement. Et les Brésiliens descendent dans la rue pour exiger sa démission et l'organisation de nouvelles élections.

Temer sera peut-être contraint de quitter ses fonctions très prochainement. Plusieurs demandes de procédures de destitution à son encontre ont été déposées par des parlementaires ces derniers jours. Le 6 juin, le tribunal suprême fédéral doit décider de son sort dans l'affaire de financement occulte de sa campagne électorale de 2014, ainsi que de celle de Dilma Rousseff.

Si le tribunal le contraint à renoncer à la présidence, s'il est destitué, ou s'il démissionne finalement, une nouvelle élection du président de la République devrait avoir lieu. Mais celle-ci pourrait se faire sans recourir au suffrage universel, par simple vote des députés du Parlement brésilien.

Des manifestations pour demander des nouvelles élections par le peuple

C'est pour demander une élection directe, par le peuple, que les Brésiliens descendent dans la rue depuis jeudi avec le slogan « Diretas já » (« des élections directes, maintenant »), inspiré du mouvement populaire qui a contribué à la chute de la junte militaire brésilienne au pouvoir de 1964, après un putsch, à 1984. De nouvelles manifestations se sont déroulées dans tout le pays dimanche 21 mai. Les prochaines élections présidentielles sont, en théorie, prévues à l'automne 2018. Mais cette échéance semble bien éloignée au vue de l'instabilité politique actuelle et de l'illégitimité qui frappe le pouvoir, après deux ans d'un scandale de corruption qui a éclaboussé une très grande partie de la classe politique et du monde des affaires.

Si une élection présidentielle directe avait lieu aujourd'hui, l'ancien président de gauche Luiz Inacio « Lula » Da Silva aurait des chances de l'emporter, selon les sondages. Mais il est lui aussi poursuivi, avec un zèle particulier, par le juge Sergio Moro dans le cadre de l'opération anti-corruption Lava Jato.

Ces nouveaux enregistrements, qui mettent en cause Michel Temer pour complicité de corruption et obstruction à la justice, sont dévoilés alors que le gouvernement intérimaire mène des réformes très brutales en dérégulant le code du travail et en durcissant les conditions pour pouvoir bénéficier d'une pension retraite. Les lois en préparation attaquent violemment les avancées sociales mises en ?uvre au Brésil depuis quinze ans (voir notre article). Auparavant, le gouvernement de Michel Temer avait déjà adopté un amendement constitutionnel qui gelait les dépenses publiques (santé, éducation)… pendant 20 ans.

Basta 23 MAI 2017

Ce que Macron et Poutine se sont dit à Versailles !



Vladimir Poutine et Emmanuel Macron lors de leur première conférence de presse commune.

Vladimir Poutine a été reçu en grande pompe par Emmanuel Macron, lundi au Château de Versailles. Pour leur première rencontre, les deux chefs d'Etat ont échangé sur des sujets brûlants.

Emmanuel Macron a accueilli lundi Vladimir Poutine au Château de Versailles avec une poignée de main appuyée et chaleureuse avant d'aborder une série de dossiers brûlants, au premier rang desquels la Syrie et l'Ukraine. Pour cette première rencontre entre les deux présidents, la France a déployé les fastes de la République dans un décor monarchique et somptueux, avec force tapis rouge et gardes républicains. « C›est la première fois que je viens ici et je suis très impressionné par la grandeur de Versailles et de son histoire », a d'ailleurs commenté le président russe en entamant leur conférence de presse commune, avant de résumer avec son hôte ce qu'ils se sont dit.

Sur la Syrie

Le soutien de Vladimir Poutine à Bachar el-Assad, dans leur lutte commune contre l'Etat islamique, avait provoqué un rafraîchissement instantané des relations franco-russes : François Hollande estimait en effet que, s'il fallait lutter à tout prix contre Daech,

suite à la page(18)

Le premier ministre du Québec concrétise sa menace de criminaliser la grève de 175.000 travailleurs de la construction



Manifestation des travailleurs de construction à Montréal

Par Keith Jones

Le deuxième jour de la grève des 175.000 travailleurs de la construction du Québec qui a paralysé des centaines de chantiers à travers la province, la deuxième plus peuplée du Canada, des milliers de travailleurs

suite à la page(18)

Inquiétante augmentation de la mortalité maternelle aux Etats-Unis

Par Nolwenn Weiler



Aucune mère ne devrait mourir pendant un accouchement...

Chaque année aux Etats-Unis, de 700 à 900 femmes meurent des suites de leur grossesse ou accouchement révèle une enquête du site d'investigation américain ProPublica, publiée mi-mai. Pourtant, partout dans les pays du Nord, le taux de mortalité maternelle diminue (en France, 85 femmes décèdent d'une cause liée à la grossesse, à l'accouchement ou à leurs suites, soit un taux de mortalité maternelle quasiment deux fois inférieur à celui des Etats-Unis [1]). Aux Etats-Unis, il a augmenté entre 2000 et 2014. « Les femmes américaines ont trois fois plus de probabilités de mourir pendant leur période maternelle (qui court du premier jour de leur grossesse jusqu'à 12 mois après la naissance) que les Canadiennes, et six fois plus de probabilités que les femmes scandinaves », précise l'auteure de l'enquête, la journaliste Nina Martin qui s'intéresse aux questions féministes et de santé depuis plus de 30 ans. Selon une récente étude, 60% de ces morts sont évitables.

La mortalité maternelle est plus élevée parmi les afro-américaines, les femmes à bas revenus et celles qui habitent dans les zones rurales. Ce fléau touche cependant des femmes de toutes origines et milieux sociaux, partout dans le pays : enseignantes, journalistes, femmes sans-domicile, fondatrices de site web à succès, docteures ou infirmières spécialisées en pédiatrie… Il semble ne pas y avoir

suite à la page(18)

continued from page (17) Inquiétante augmentation de la mortalité maternelle aux Etats-Unis

de “profil type” des femmes qui meurent, quelques jours ou quelques semaines après avoir quitté l’hôpital, de problèmes cardiaques, d’hémorragies, d’infections ou de pré-éclampsie, un type d’hypertension qui se produit seulement au cours de la grossesse ou pendant la période postpartum.

Soins des bébés vs soins des mères ?
Les raisons de cette haute mortalité maternelle sont multiples, explique Nina Martin. Les femmes deviennent mères plus tard qu’avant, avec des dossiers médicaux complexes plus nombreux. De nombreuses naissances ne sont pas planifiées et les femmes tardent à signaler à leur médecin leurs éventuels soucis de santé. La fragmentation du système de santé, largement privé, fait que les jeunes mères, et notamment celles qui n’ont pas de bonnes assurances, ont beaucoup de difficultés à bénéficier d’un suivi médical adapté. Enfin, les connaissances cliniques des équipes sont clairement insuffisantes, avec de vraies défaillances en matière de reconnaissances des symptômes inquiétants, susceptibles de déboucher sur la mort des femmes.

Cette hausse des décès contraste étrangement avec les progrès accomplis pour sauver les bébés, notamment prématurés. Ces dernières décennies, supposant qu’il avait résolu la question de la mortalité maternelle, le système médical américain s’est concentré sur la sûreté des fœtus et des nouveaux nés, et s’est détourné de la santé et du bien être des mères, déplore l’enquête de ProPublica. La spécialisation en médecine maternelle et fœtale a tellement dérivé vers le soin des fœtus que des jeunes docteurs souhaitant travailler dans le domaine peuvent être diplômés sans avoir posé le pied dans une salle d’accouchement, malgré plusieurs années de formation. « Aux États-Unis, à la différence d’autres pays développés, on traite des morts maternelles comme une tragédie privée, plutôt que comme une catastrophe de santé publique », ajoute Nina Martin. Une mort dans l’accouchement peut être pleurée sur Facebook ou immortalisée sur GoFundMe, mais elle est rarement annoncée dans les nouvelles. La plupart des nécrologies ne mentionnent pas comment une mère est morte.

Notes
[1] Source : Inserm

Basta 22 MAI 2017

continued from page (17) Le premier ministre du Québec concrétise sa menace de criminaliser la grève de 175.000 travailleurs de la construction

sont sortis dans la rue pour montrer leur opposition aux patrons de la construction et aux concessions draconiennes qu’ils exigent.

Pendant que les travailleurs manifestaient jeudi matin, le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, a annoncé que son gouvernement libéral va rendre illégale la grève si les travailleurs ne reprennent pas le travail lundi matin. «*On ne pourra pas laisser l’économie saigner 45 millions par jour», a déclaré Couillard d’Israël, où il est en visite commerciale pour promouvoir Bombardier et d’autres entreprises basées au Québec. «J’ai demandé que le gouvernement prenne des dispositions pour être prêt à agir lundi.*»

Déjà la semaine dernière, Couillard a signalé qu’il agirait rapidement pour criminaliser une grève des travailleurs de la construction, déclarant que son gouvernement ne «resterait pas les bras croisés» pendant qu’un «aspect vital» de l’économie québécoise demeurait paralysé.

L’un des plus grands débrayages en Amérique du Nord depuis des années, la grève de l’industrie de la construction a mis en colère et perturbé la classe dirigeante canadienne.

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ), le plus important lobby de patrons de la province, a dénoncé les travailleurs pour avoir pris la province «en otage». Il exhorte Couillard à non seulement imposer une loi «spéciale» de retour au travail, mais aussi à considérer d’enlever de façon permanente le droit de grève aux travailleurs.

Ce qui a soulevé l’ire de la grande entreprise et de ses larbins politiques est que la grève a révélé l’énorme pouvoir social de la classe ouvrière. Lorsque Couillard et le CPQ pestent contre les 45 millions de dollars par jour que la grève «coûte» au Québec, ils admettent, quoiqu’indirectement, que les travailleurs produisent une vaste richesse. Cette richesse est appropriée par les patrons de la construction, les banques et d’autres sections de la grande entreprise sous la forme d’immenses profits.

Et ils en veulent plus. Les employeurs exigent des coupes majeures dans le paiement des heures supplémentaires. Cela inclut le droit de forcer les travailleurs à travailler les samedis à taux simple si, en raison du mauvais temps, ils n’ont pas travaillé 40 heures pendant la semaine régulière de travail de 5 jours.

Au nom de la «flexibilité», ils demandent également que la période pendant laquelle un travailleur peut commencer son quart de travail passe de trois à six heures. Cela veut dire qu’un travailleur pourrait être appelé à travailler à 11h une journée et 5h le matin au lendemain.

Les patrons de la construction veulent aussi imposer une coupe substantielle des salaires réels des travailleurs. Ils proposent une convention collective de 5 ans avec des augmentations salariales annuelles de seulement 0,7%, moins que la moitié du taux d’inflation actuel et près des deux tiers de moins que la cible de 2 pour cent d’inflation fixée par la Banque du Canada.

Lors de la manifestation de jeudi, tenue dans l’est de l’île de Montréal, environ 10.000 travailleurs se sont présentés. Il y avait de jeunes travailleurs et des plus âgés, des immigrants et d’autres nés au Québec, hommes et femmes. Ils ont tous exprimé leur détermination à contrer les demandes de concessions des employeurs.

«Il y a quatre ans, nous avons fait des concessions dans notre convention collective, a dit Robert, un tuyauteur, au World Socialist Web Site. «Maintenant, ils en veulent plus: des horaires flexibles, l›élimination du temps double, des salaires plus bas.»

Vincent Lecompte, un monteur de ligne apprenti, a fait le lien entre les demandes de concessions des patrons et le programme d’austérité du gouvernement libéral de Couillard. Proche allié de Justin Trudeau et de son gouvernement libéral fédéral, Couillard a mis en oeuvre des coupes sociales sauvages et a sabré les retraites des travailleurs municipaux, tout en augmentant les cotisations à leur régime. «C’est l’austérité et encore plus d’austérité, c’est tout ce que nous entendons des politiciens et des employeurs», a dit Vincent.

Vincent avait participé dans la grève étudiante de 2012 qui avait été isolée par les syndicats, avec la Fédération des travailleurs du Québec à leur tête, alors qu’elle subissait la violente répression de l’État. Les syndicats avaient ensuite détourné le mouvement anti-austérité que la grève avait déclenché derrière le Parti Québécois propatronal et proaustérité. «Le gouvernement pouvait ignorer la grève étudiante, parce que nous n›avions pas de pouvoir», a dit Vincent. «*Là c’est différent. On bâtit le Québec.*»

Le militantisme des travailleurs fait totalement contraste avec les syndicats de droite, procapitalistes, qui constituent l’Alliance syndicale de la construction. Mercredi, le porte-parole de l’Alliance Michel Trépanier a admis que les syndicats avaient fait des concessions à plusieurs reprises dans l’espoir d’en arriver à une entente et d’éviter la grève.

Pour se donner le plus de marge de manœuvre possible, les syndicats gardent les travailleurs dans l’ignorance à propos des négociations. Si une entente est conclue, ils prévoient ordonner immédiatement aux travailleurs de retourner au travail sans les informer des détails de cet accord et sans évidemment les faire voter.

La manifestation de jeudi à Montréal avait été conçue pour éloigner le plus possible les travailleurs de la construction en grève de la population ouvrière de la ville. Les travailleurs ont eu comme mot d’ordre de défiler sur une route isolée, aux abords d’une autoroute en banlieue de Montréal, sous prétexte que les sièges sociaux de diverses associations de la construction s’y trouvaient.

Le plus révélateur est que les syndicats demeurent silencieux sur la menace d’une loi de retour au travail du gouvernement, bien qu’il est évident depuis le début des négociations que les patrons de la construction comptent sur l’appui du gouvernement pour imposer leurs demandes de concessions. En 2013, le gouvernement du Parti Québécois, appuyé par les syndicats, avait criminalisé une grève de 75.000 travailleurs des secteurs institutionnel, commercial et industriel. Et en 2014, les syndicats ont réussi à faire accepter aux travailleurs une entente bourrée de concessions, après que les libéraux de Couillard ont affirmé qu’ils allaient criminaliser toute grève d’avance.

Si les syndicats évitent avec le plus grand soin de mentionner que les travailleurs vont inévitablement trouver le gouvernement libéral sur leur chemin dans leur lutte contre les concessions, c’est n’est pas seulement parce qu’ils n’ont aucune intention de les mobiliser pour défier une loi spéciale antigrève. Comme le gouvernement, les syndicats craignent la lutte des travailleurs de la construction et ont l’intention de se servir de la menace d’une loi spéciale pour intimider les travailleurs, que ce soit pour justifier une entente de trahison conclue à la dernière minute avec les patrons de la construction, ou pour déclarer que les travailleurs ne peuvent rien faire lorsque cette loi sera imposée.

Aux actions des syndicats de la construction s’ajoute le silence du Congrès du travail du Canada. Un grand nombre de travailleurs en grève au Québec appartiennent à des syndicats affiliés au Département des métiers de la construction FAT-COI (AFL-CIO) basé aux États-Unis. Les chefs syndicaux américains de la construction, qui ont été les premiers à accueillir Trump et ses politiques réactionnaires de l’«Amérique d’abord» et «Acheter américain», ne tentent même pas d’informer leurs membres de la lutte qui se déroule au Québec.

Au Canada, comme partout dans le monde, les syndicats répriment systématiquement la lutte des classes tout en enchaînant politiquement les travailleurs à des partis – tels que le Parti démocrate aux États-Unis, le Parti travailliste en Grande-Bretagne, le Parti socialiste en France – qui sont entièrement dévoués au programme d’austérité, de vastes attaques sur les droits démocratiques et de guerre de l’élite dirigeante.

En raison de leur programme nationaliste et procapitaliste, les syndicats sont devenus au cours des trois dernières décennies un prolongement de la grande entreprise qui est de connivence avec les patrons dans les baisses de salaire et les suppressions d’emplois et dont les représentants sont grassement payés à travers diverses ententes corporatistes.

La plus importante fédération syndicale de la construction au Québec, la Fédération des travailleurs du Québec, gère le Fonds de solidarité qui, avec ses 10 milliards de dollars et plus d’actifs, est le plus gros fonds de capital-risque au Québec.

La menace de Couillard de criminaliser la grève des travailleurs de la construction met en évidence le fait que les travailleurs font face à une lutte politique. Pour défendre leurs emplois et leurs conditions de vie, les travailleurs ne confrontent pas seulement leur employeur, mais la grande entreprise dans son ensemble, ses partis et son appareil d’État.

Les travailleurs de la construction du Québec affrontent de puissantes forces. Mais ils ont aussi de puissants alliés.

Une rébellion contre les demandes de concessions des employeurs et les menaces du gouvernement libéral gagnerait un très fort appui des travailleurs à travers le Canada, aux États-Unis et à travers le monde.

Les demandes des patrons de la construction sont les mêmes que celles des employeurs de tous les secteurs de l’économie: la destruction des droits acquis, la réduction des salaires et la «flexibilité», qui consistent en réalité à restreindre toujours plus les conditions de vie des travailleurs pour générer des profits encore plus grands.

La grève des travailleurs de la construction du Québec doit devenir le coup d’envoi d’une contre-offensive de la classe ouvrière contre l’austérité capitaliste et pour la défense d’emplois décents, des services publics et des droits des travailleurs.

Mais pour cela, les travailleurs doivent saisir la direction de la grève des mains des appareils syndicaux. À une rupture organisationnelle avec les syndicats doit s’ajouter l’adoption d’une nouvelle perspective politique: rejeter la subordination de la vie des travailleurs au profit capitaliste, lutter pour la prise du pouvoir par les travailleurs et réorganiser la vie socio-économique pour servir les besoins humains avant tout.

Wsws 26 mai 2017

continued from page (17) Ce que Macro n et Poutine se sont dit à Versailles !

Assad devait partir. Emmanuel Macron a tenu une ligne plus nuancée lors de sa première rencontre avec le président russe, estimant qu’il fallait « *discuter avec l’ensemble des partis en présence* » dans le dossier syrien, « y compris les représentants de M. Bachar al-Assad ».

En revanche, Emmanuel Macron a maintenu une forte pression sur la question sensible des armes chimiques. Le président français a prévenu : « J›ai indiqué qu›une ligne rouge très claire existe de notre côté : l›utilisation d›une arme chimique par qui que ce soit », qui fera « l›objet de représailles et d›une riposte immédiates de la part des Français ». En avril dernier, une attaque chimique en Syrie avait été imputée au régime d’Assad. Macron et Poutine ont toutefois rappelé que « leur priorité absolue », une expression mise en avant par les deux présidents, reste «l’éradication» de l’Etat islamique. En ce sens, ils ont annoncé la création d’»un groupe de travail» d’experts français et russes pour lutter contre le terrorisme.

Sur l’Ukraine
En conférence de presse, Emmanuel Macron s’est montré plutôt laconique sur ce dossier, mettant en avant une proposition unique : la relance d’échanges sur le format Normandie. Une référence au sommet, qui avait réuni en Normandie les chefs d’Etat russe, allemand, français et ukrainien, le 6 juin 2014 - en marge des célébrations des 70 ans du Débarquement de 1944. Dans ce cadre, le chef de l’État français a plaidé devant son invité russe pour qu’un « bilan complet de ces éléments puisse être partagé » et «en particulier» que «nous puissions avoir accès à un rapport détaillé de l’OSCE qui s’assure d’éléments structurants et importants dans la région».

Interrogé par un journaliste sur le sujet, Vladimir Poutine s’est fait plus prolixe en évoquant les “sanctions” actuellement en cours contre son pays pour avoir annexé la Crimée. Ces «sanctions» ne contribuent «aucunement» à régler la crise» ukrainienne, a déclaré lundi le président russe.

Sur le cas des personnes LGBT en Tchétchénie
Selon l’hebdomadaire russe Novaïa Gazeta, les autorités de Tchétchénie, où l’homosexualité est considérée comme un tabou, ont arrêté plus de cent homosexuels et incité leurs familles à les tuer pour «laver leur honneur». Toujours selon ce journal indépendant, au moins deux personnes ont été assassinées par leurs proches et une troisième est décédée des suites d’actes de tortures. Une affaire au retentissement mondial et dans laquelle Vladimir Poutine s’est rapidement trouvé en porte-à-faux.

Lundi à Paris, il a indiqué à Emmanuel Macron que «des mesures» pour faire la «vérité complète» sur les accusations de répression d’homosexuels en Tchétchénie avaient été prises. Des propos cités… par le président français lors de leur conférence de presse commune. «J’ai très précisément indiqué au président Poutine les attentes de la France», a ajouté Emmanuel Macron, précisant avoir «convenu» avec lui «d’avoir un suivi extrêmement régulier ensemble» sur la question. D’ailleurs, afin de faire passer le message, la France a accueilli lundi un premier réfugié tchétchène homosexuel, comme l’a révélé le site de France Info.

Sur les échanges franco-russes
Après leur conférence de presse commune, Vladimir Poutine et Emmanuel Macron ont inauguré une exposition au château de Versailles sur Pierre Le Grand, tsar de Russie entre 1982 et 1725 connu pour sa politique expansionniste et les nombreux liens tissés avec les grandes puissances européennes de l’époque dont la France de Louis XIV. «L’histoire nous enseigne que [Pierre Le Grand] est revenu de son voyage en France à Saint-Petersbourg avec quelques idées fortes, a glissé Emmanuel Macron dans un sourire. Pierre Le Grand c’est le symbole de cette Russie qui veut s’ouvrir à l’Europe.»

«Nous avons partagé le souhait d’un échange plus intense et d’un dialogue constructif entre nos sociétés civiles, a ensuite annoncé Emmanuel Macron. Un forum franco-russe des sociétés civiles, le dialogue du Trianon si je puis l’appeler ainsi, sera créé.» «Aucune des 500 sociétés françaises présentes en Russie n’ont quitté ce marché depuis les péripéties de ces derniers temps», a noté à sa suite Vladimir Poutine. Les deux présidents ont également insisté sur l’importance des échanges culturels entre leurs pays.

Sur eux-mêmes
Clairement, Emmanuel Macron a proposé à son homologue russe de remettre à plat la relation franco-russe. «Aucun enjeu essentiel ne peut être traité sans dialoguer avec la Russie», a d’ailleurs déclaré d’entrée de jeu le président français. «Je suis un pragmatique, j’avance», a-t-il tranché, plus tard, lorsqu’il était interrogé sur la rencontre entre Marine Le Pen et Vladimir Poutine pendant la campagne présidentielle.

Sur ce sujet, le Russe a tenu à s’exprimer : «Nous sommes prêts à accueillir tout le monde. Et quand Mme Le Pen nous a demandé de l’accueillir, pourquoi aurions-nous dû refuser? […] Elle a toujours prôné un développement des relations avec la Russie. Cela aurait été bizarre de l’avoir rejetée.» Plus généralement, Vladimir Poutine s’est félicité de la présence, dans l’entourage d’Emmanuel Macron, de «beaucoup de russophiles». «J’espère qu’ils ne sont pas spécialistes de l’URSS mais de toute l’histoire de la Russie», a-t-il ajouté sur un ton plus léger.

En revanche, l’occupant du Kremlin n’a pas commenté le coup de colère d’Emmanuel Macron à l’encontre des médias Russia Today (RT) et Sputnik. En effet, alors qu’il était interrogé par une journaliste russe, le président français a estimé que «Russia Today et Sputnik ne se sont pas comportés comme des journalistes, mais comme des organes d’influence et de propagande mensongère».

JDD 29 mai 2017

Haïti Top 10 Héritiers/ères Musicaux Modernes : Numéro 6 Rev. David César

Par Ed Rainer Sainvill

Rev. David César (Haïti ?)
« Un successeur d'envergure »

Le Rev. David César a émergé au sein de la Musique de Sainte Trinité, laquelle demeure à nos jours le dernier bastion de l'art majeur au pays. Il s'est aussi imposé comme membre de l'Institut des beaux arts et musique, et responsable de l'Ecole de Musique de Sainte Trinité. Pour éventuellement s'acquitter comme conducteur de l'Orchestre Philharmonique de S.T. Après s'être frayé un chemin sur les traces des pionniers comme : Hector Lominy, Fritz Benjamin et Julio Racine qui sont devenus les pylônes élaborateurs d'une initiative débutée avec la sœur Marie-Anne qui a introduit en 1956 l'enseignement musical à l'Ecole Sainte Trinité, débouchant sur la formation d'un petit orchestre, animant les messes paroissiales du dimanche. Par la suite, vinrent les camps musicaux à Ste croix, Léogane. C'est ainsi qu'en 1971, H. Lominy a accédé à la tête du nouvellement créé « Orchestre Philharmonique Sainte Trinité » (OPST), lequel va devenir une formidable institution, s'attelant à la formation de milliers de jeunes et de moins jeunes dans le domaine de la musique classique, tout en recueillant de multiples lauriers à l'extérieur.

C'est de ces retombées qu'a bénéficié le Révérend, Dr. Gérard David César qui lui-même s'est imposé en spécialiste du viola, et en garnisseur de ''cordes angéliques'', toujours épris d'esthétisme comme musicien inspiré. C'est ainsi qu'après les premières marques indélébiles des : Lominy, Racine, Benjamin et autres à la tête du Philharmonique de Sainte Trinité, Rev. César devient dans la deuxième moitié des années quatre-vingt dix, le directeur de la section musicale de Sainte Trinité. En vue de continuer à majorer l'œuvre des premiers devanciers dans la formation de nouveaux talents à qui il a su bien faire don de son expertise, son dévouement et sa discipline lui ont permis de maintenir le cap, tout en donnant à ce groupe de nouvelles dimensions. Spécialement dans l'intégration d'instruments à peau, ainsi que dans d'autres approches salutaires qui ont donné lieu à cette institution de se consolider. Au gré d'un parcours multiple, rompu d'expériences ; à travers une succession d'événements; ayant autorisé David César à bien s'acquitter de cette tâche gigantesque. Commandant un staff de plus de 50 professeurs qui ont dispensé des cours musicaux à plus de 1.500 élèves dans tous les instruments et sections vocales.



Le Révérend père David César conducteur de l'Orchestre Philharmonique de Sainte Trinité

En effet, sous son leadership, l'institution a continué à prendre de la bouteille, tout en maintenant sa conquête d'être l'ultime rempart du classicisme local. Avec de multiples innovations à la clef, comme les petits chanteurs de S.T ou la section des cordes portant le nom de Frantz Casséus. Lesquelles ont aidé la musique de Sainte Trinité à fortifier ses bases, tout en préservant vivaces les héritages sacrés par le renouvellement des traditions. Pourtant, c'est au cœur de tant d'évolutions que cette organisation s'est totalement effondrée sous les coups assassins du tremblement de terre de 2010 qui a causé la destruction de l'église Sainte Trinité, ainsi que les structures qui ont servi de bases à l'OPST ; autant que les composants qui ont constitué cette célèbre académie. Cependant, avec les moyens du bord, spécialement les ressources humaines qui sont à profusion. Le révérend et son staff ont pris leur bâton de pèlerin pour sauvegarder ce patrimoine imposant qu'est l'organisme de Sainte Trinité.

En effet, avec les efforts conjugués des mécènes et organisations concernées, l'institution a pu même clopin-clopant se mettre debout. Tout en trouvant d'autres espaces d'hébergement en attendant la reconstruction. Incluant des projets qui promettent des modifications grandioses, avec deux salles de spectacles dont l'une contiendrait plus de 2000 personnes. Ce qui va être la plus grande salle de spectacles au pays. Sans oublier, la formation professionnelle de techniciens pour la réparation des instruments à vent et à cordes et à la fabrication des hanches pour clarinettes, haut-bois, bassons, saxophones etc. Lesquels sont aussi appellés à intégrer le conservatoire. C'est à cette tâche que continue à s'adonner le Rev. César, qui continue à prodiguer une formation musicale de qualité pour tous les âges et quelque soit le statut social. Tout en s'accrochant à sillonner le monde et les recoins du pays à la tête du fameux Orchestre Philharmonique de Sainte Trinité dont il est l'inamovible chef d'orchestre. Et encore au poste, le révérend, docteur Gérard David César doit être accrédité d'avoir préservé ce patrimoine colossal qu'est la Musique de Sainte Trinité.